

Pierre-Louis BRAS - Ce matin, nous avons abordé la question du rapport entre les générations dans sa dimension matérielle et objective sur les revenus, le patrimoine, les positions sociales. Mais le rapport entre les générations vont au-delà, ce sont aussi des attitudes, des perceptions, des représentations, notamment des attitudes politiques.

Ce sont ces questions que nous allons évoquer dans cette troisième session avec tout d'abord un exposé de Vincent Tiberj, Professeur des universités en sciences politiques à Sciences Po Bordeaux, et pour donner une dimension internationale, nous aurons un exposé d'Achim Goerres, Professeur de sciences politiques et Président de l'Institut de sciences politiques de l'université de Duisburg-Essen.

Sans attendre, je passe la parole à Vincent Tiberj.

Le renouvellement générationnel et la transformation politique en France

Vincent TIBERJ

Professeur des universités en science politique à Sciences Po Bordeaux

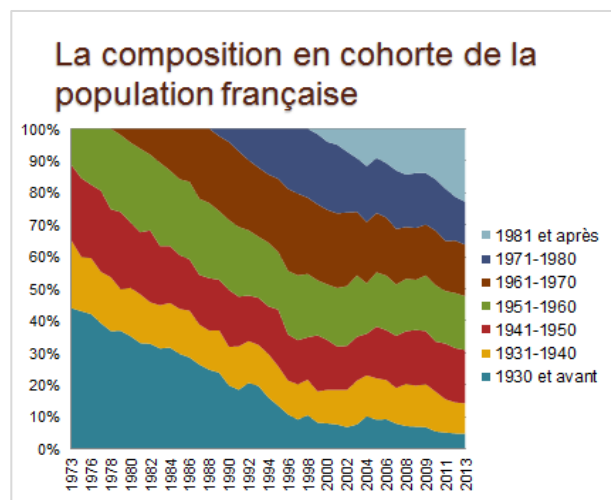
Bonjour. Je remercie le COR pour cette opportunité de venir vous présenter ce travail et aussi pour me donner l'occasion de pouvoir interagir avec Achim Goerres que je n'avais vu qu'en livre, c'est plus sympathique en vrai.

Je n'ai pas besoin de vous montrer en quoi les cohortes sont quelque chose d'important et que cela a le mérite d'être étudié en sciences sociales, en économie, en sociologie et en science politique. Dans mon cas, cela a à voir avec une lecture un peu trop présentiste de la manière dont les résultats électoraux, de la manière dont la situation politique en France sont trop souvent vus. On oublie une donnée démographique essentielle et derrière on oublie que le temps passe, qu'on n'est pas face aux mêmes électeurs et à la même politique. En 2017, 59 % des électeurs qui ont eu à choisir entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen au second tour, soit n'étaient pas nés soit n'étaient pas en âge de voter en 1981. Ce que je trouve particulièrement important dans le cas qui nous occupe, c'est que ces électeurs ne sont pas un remplacement poste pour poste de ceux qui partent. Au contraire, leur histoire n'est pas la même, la politique à laquelle ils sont confrontés n'est pas la même, le monde dans lequel ils grandissent non plus. Ce n'est pas la même chose de naître dans les années 1960-1970, au moment des Trente Glorieuses ou être confronté à la plus grave crise économique depuis 1929 en commençant sa vie d'adulte dans les années 2008 et après. Ce n'est pas la même chose de vivre dans un monde où l'on passe les frontières quasiment sans s'en rendre compte et dans un monde où les frontières étaient particulièrement difficiles à franchir. Le parti socialiste des années 1970 n'est clairement pas celui des années 1990 ou 2010. Etc.

Trop souvent, dans la manière dont on aborde les questions politiques, on oublie cette question, et on se met alors à comparer des ouvriers qui votaient communiste dans les années 1970 à des ouvriers qui sont tentés depuis par le vote Front National aujourd'hui, comme s'ils étaient les mêmes ou tout au moins qu'ils étaient comparables. On oublie par là-même que ces ouvriers n'ont pas la même histoire. Ce n'est pas la même chose d'être socialisé, d'être politisé dans le monde des Trente Glorieuses, dans un monde où être ouvrier signifiait être en usine, être dans des endroits où il y avait des syndicats, quand on avait des partis politiques qui mettaient en avant l'égalité des salaires ou être arrivé sur le marché du travail dans un monde plus précaire, moins syndicalisé, où les enjeux politiques ne sont plus les mêmes et qu' « il n'y a plus d'alternatives » (au moins dans les partis de gouvernement).

Il est important de ne pas oublier que s'il y a des transformations, ce n'est pas forcément vers du vieillissement ni vers l'émergence de ce que certains appellent le pouvoir gris (Viriot-Durandal⁴ notamment). Bien sûr qu'il y a un effet de vieillissement, mais est-ce qu'il joue ? Est-ce qu'il amène nécessairement à une forme de conservatisme ? C'est une de mes hypothèses de travail. C'est aussi commencer à rendre compte, en sciences politiques et en sociologie électorale, de générations dont on ne parle pas assez, ceux que j'appelle les *post baby boomers*, ceux qui sont nés dans les années 1960-1970-1980 et désormais 1990. Cela a un vrai impact et c'est pour vous montrer en quoi la composition de l'électorat français a considérablement bougé. Dans les années 1970, une majorité des gens étaient nés avant la deuxième guerre mondiale, dans les années 2010 ils ne représentent qu'à peine 20 % de la population et sont remplacés par des gens qui se sont éveillés à la politique bien après la chute du mur de Berlin.

Quand on travaille sur des cohortes, on travaille sur des groupes qui sont socialement différents, notamment en termes de diplômes, en termes de professions et de conditions d'exercice de ces professions, en termes de rapport à la religion ; or la classe sociale et la religion sont des choses très importantes en sociologie électorale. Plus une cohorte est récente, plus ses membres ont des origines différentes. Naturellement, le travail n'était pas le même et la question des rapports de genre est importante. Quand on mesure des revenus médians, il est important de se souvenir qu'on vient d'un monde différent en termes d'éducation puisqu'on avait moins de 20 % de diplômés bacheliers ou du supérieur dans la cohorte née en 1930 et avant alors que dans la cohorte des années 1970, on est désormais à plus de 60 %. De la même façon, on est dans un monde qui sort clairement du religieux : les catholiques pratiquants sont toujours plus nombreux dans les années 2000 dans la cohorte 1931 que les athées ; en revanche désormais



⁴ Viriot-Durandal, J. (2012). Le « pouvoir gris » du lobbying au pouvoir sur soi. *Gérontologie et société*, vol. 35 / 143(4), 23-38.

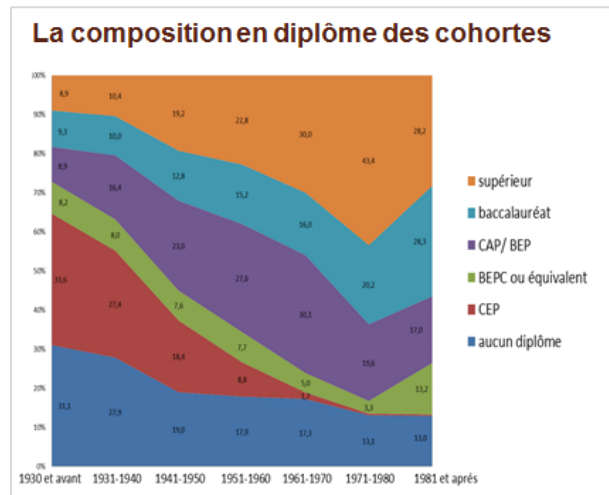
les catholiques pratiquants représentent 3 % de la cohorte 1980 et après, contre une majorité de gens qui se disent sans religion. On peut aussi relever l'émergence d'une nouvelle religion en France que sont les Musulmans et naturellement, tout cela a un impact.

Sur la participation politique, l'analyse par les cohortes va nous permettre de remettre en question une vision trop décliniste de ce qui est en train de se passer. Le but du jeu pour moi est de vous montrer que le rapport au vote a changé, qu'on peut déplorer le fait que des électeurs ne se rendent plus aux urnes mais c'est en fait parce que le rapport à la démocratie est lui-même en train de changer. Ceci est porté par le renouvellement générationnel.

Je vais essayer de comprendre pourquoi l'abstention a évolué et ce que cela signifie. Je vais également mettre en relation la question de l'abstention avec la question de l'extension du domaine de la participation, c'est-à-dire la montée en puissance des manifestations, du boycott, des pétitions - quelque part, les gilets jaunes, c'est un peu la perpétuation de ce mouvement. Cela nous permet de comprendre pourquoi la démocratie représentative, celle qui faisait des élus les figures centrales du dialogue, les figures centrales de la décision politique, cette conception de la démocratie doit elle-même être réévaluée, remise en question parce qu'on n'est plus face à des citoyens qui se conforment à ce système.

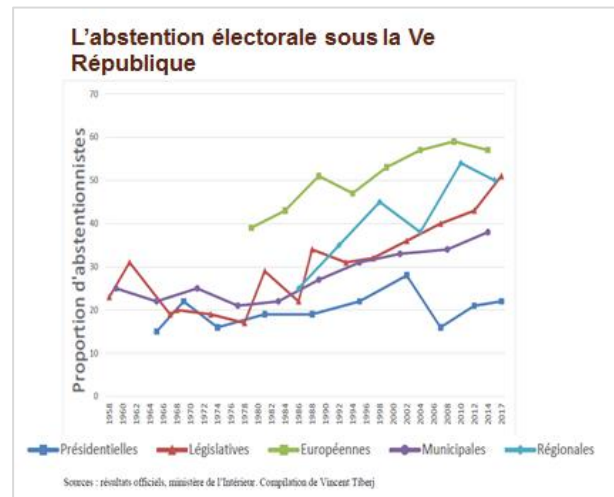
Ce renouvellement générationnel a des effets attendus très différents. Certains vont vous dire qu'on va vers un changement de la participation, notamment des cultures de la participation. Cette idée est très importante. Ronald Inglehart pense que pendant longtemps, la démocratie c'était de la participation dirigée par les élites. Le vote est caractéristique de cela : on demande de choisir entre des candidats qui ont été désignés par des partis, selon des règles qui ont été désignées par la constitution ou la loi et selon des programmes qui ont été choisis par en haut. Une fois que le vote a été mis dans l'urne, on passe à autre chose et vous devrez attendre la fois suivante avant de pouvoir de nouveau vous exprimer. Pour Inglehart, c'est de la participation dirigée par les élites et cette participation est sur le recul, elle est transformée par une participation qui remet en question les élites, qui est dirigée contre les élites. Inglehart a écrit cette histoire en 1979, on est loin des groupes Facebook, on est loin des occupations de ronds-points, des péages, et pourtant.

Cela ne va-t-il pas mettre en évidence de nouvelles inégalités de voix ? Une génération va prendre le pouvoir et dans notre cas français, c'est la génération des *baby boomers*. On a des interprétations divergentes sur ces évolutions, positives ou négatives mais il y a cette idée que la démocratie se transforme au profit de quelque chose de nouveau.



On a une vision décliniste qui est plutôt défendue par des gens comme Rosanvallon ou d'autres, qui ont tendance à considérer qu'il y a trop de participation. Rosanvallon n'est pas contre le fait que le citoyen soit vigilant, dans la contre-démocratie, c'est quelque chose qu'il met en avant, mais à ceci près que cela va peut-être trop loin, jusqu'à envisager que les pouvoirs publics ne sont plus en capacité de mener leurs politiques.

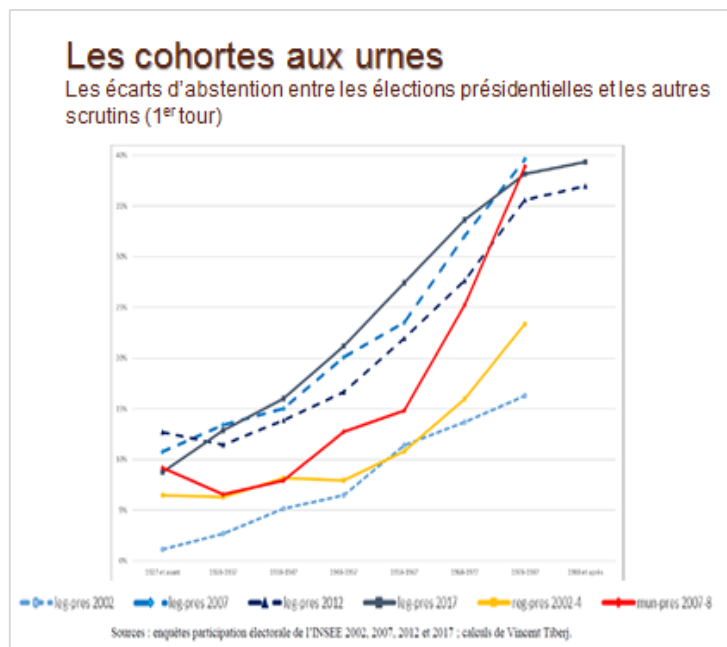
Commençons par nous pencher sur les chiffres. Vous avez sur le graphique toutes les élections nationales, la présidentielle, les européennes, les législatives. Entre 1958 et 2017, la plupart du temps, on assiste bien à une augmentation de l'abstention, sauf dans un cas qui n'est pas le plus négligeable, la présidentielle. Effectivement, cela nous raconte que les électeurs sont de moins en moins des électeurs assidus. Au début, ils votaient quel que soit le poste en jeu, législatives, présidentielles ou municipales. Désormais, entre des législatives et des présidentielles, l'électorat peut être divisé par deux. Cette augmentation de l'abstention pourrait juste vouloir dire qu'il y a une crise civique. Mais, sérieusement, il ne peut pas y avoir une crise civique si autant de gens reviennent quand ils considèrent qu'il y a quelque chose d'important, c'est-à-dire des élections présidentielles. Il y a un lien très fort entre les cohortes et la participation et surtout la participation intermittente - c'est-à-dire se déplacer aux urnes uniquement à certaines élections et pas à d'autres. Le contraste, c'est soit l'abstentionnisme systématique, soit les votants systématiques. Je travaille sur les enquêtes de l'INSEE de 2002-2007 et 2012-2017. Quand on compare dans le temps le vote à la présidentielle et le vote aux législatives, on constate que plus une cohorte est récente et plus la participation est intermittente. On est au-delà d'un effet d'âge. Désormais, la variation entre les taux d'abstention entre les législatives et les présidentielles dépasse les 33 % dans les cohortes *post baby boom*. Cela veut dire qu'on va vers plus de variations dans les votes, les partis peuvent de moins en moins compter sur des électors stables.



Cette abstention n'est pas forcément une abstention de retrait du politique, c'est parce que le vote est de moins en moins un comportement que les électeurs *post baby boomers* considèrent comme utile. Quand vous prenez la cohorte 1930-1940, ce qui est troublant c'est que des gens votent en n'étant pas intéressés et quand d'autres nés récemment ne votent pas en se disant intéressés. Cela veut dire qu'on a deux types d'abstention : une abstention classique sociologique qui est due aux inégalités, un vote « inintéressé » de remise de soi et une abstention politisée qui considère que le vote ne suffit plus, ce que je considère être la fin de la culture du vote de devoir, qui voudrait que le vote soit une chose que l'on doit à la société. Dans les cohortes *post baby boom*, on voit émerger une culture de vote de droit, c'est-à-dire je vote parce que c'est intéressant, parce que l'élection peut avoir un sens.

Cela a une conséquence non négligeable. Quand il s'agit des élections, il est possible de calculer un indice de représentation de chacune des cohortes dans les urnes. Quand l'indice tourne autour de 1, cela veut dire que la cohorte en question pèse autant dans les urnes que dans la population. La plupart du temps, aux présidentielles, il y a très peu de différence entre les cohortes, tout le monde pèse à peu près son poids. Lors des présidentielles, les urnes représentent *a priori* tout le monde. C'est beaucoup moins le cas pour les européennes : dans ces urnes, la cohorte 1941-1950, la cohorte 1951-1960, la cohorte 1931-1940 sont surreprésentées. Celles qui sont moins bien représentées sont toutes les cohortes *post baby boom* et on retrouve la même chose avec les législatives. Aujourd'hui, pour toutes les élections, sauf l'élection présidentielle, il y a un poids supérieur des *baby boomers* dans les urnes et un poids inférieur des *post baby boomers*.

Les *post baby boomers* votent moins pour les élections qui ne sont pas les élections présidentielles. En revanche, ce sont ceux qui ont le plus de chances de pétitionner, de boycotter, de manifester, de faire des grèves sauvages et même des occupations de bâtiments.

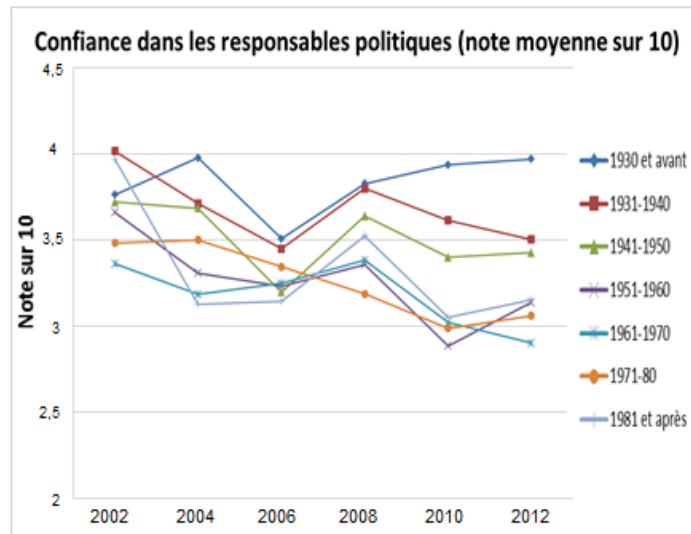


Plus une cohorte est récente, plus elle sera favorable à ces modes d'action, elle les aura utilisés. Plus une cohorte est ancienne, moins elle accepte ces manières de participer. En termes de légitimité des mouvements de protestation, cela montre de très forts refus d'occupation d'usine chez les gens nés en 1930 et avant, c'est la même chose pour les grèves sauvages, pour la manifestation, le boycott, pour la pétition. Les mouvements comme la « manif pour tous » et les « gilets jaunes », c'est la continuation de cette démocratisation de la protestation.

Il est très troublant dans cette France qui proteste de voir disparaître des pans entiers de la société, cela fait écho avec ce qui se passe aujourd'hui avec les gilets jaunes. Ceux qui ne protestaient plus, c'était les ouvriers, les employés, les ruraux, notamment à cause du déclin syndical, avec cette précarisation du monde du travail qui faisait que vous ne vous sentiez pas

forcément mobilisés, intéressés, concernés par ce qui pouvait se passer. Peut-être qu'avec les gilets jaunes reviennent dans le mouvement social des pans de la société qu'on ne voyait plus.

Le rapport aux responsables politiques lui-même est en train de changer. On est en train d'assister à un changement de culture de la citoyenneté. Quand vous regardez les cohortes nées avant-guerre, elles se caractérisent par ce que j'appelle une culture de la remise de soi, c'est un concept inventé par Bourdieu à propos de la manière dont les individus s'en remettent à d'autres du soin de choisir pour eux. Cela s'insère très bien dans les logiques de domination sociale et cela marche très bien dans des logiques politiques où vous vous en remettez à un leader, à un homme providentiel pour choisir ce qui est bon pour vous. Cette culture de la remise de soi est particulièrement prégnante dans les cohortes nées dans les années 1930 et avant. Cela correspond à des types de vote très particuliers, par exemple, François Fillon a fait ses meilleurs scores dans ces cohortes. « On ne comprend pas tout », « on n'a pas le niveau » mais on a des gens pour cela, des élites politiques, religieuses, sociales ».



Les *baby boomers* se caractérisent par un niveau d'intérêt pour la politique particulièrement fort dès le début de leur carrière d'électeur et surtout qui va se maintenir tout au long de leur vie. Comparés à leurs parents, les *baby boomers* sont des gens qui votent, participent, protestent. C'est par eux qu'est venue cette culture de protestation.

Il est intéressant de voir ce qu'est la culture des *post baby boomers*, je l'appelle la citoyenneté distante. Ce sont des gens qui ne vont pas toujours se dire très intéressés par la politique, en tout cas la politique telle qu'elle est faite, la politique partisane, la politique institutionnelle. Ils sont parfaitement capables de comprendre ce qui s'y passe et c'est pour cela qu'ils gardent une certaine distance. Ces personnes-là n'auront jamais un rapport de partisans purs et durs, ils vont avoir beaucoup plus une logique de distance. Ils ont des préférences, ils ont des valeurs. Quand ils votent pour quelqu'un, ils ne votent pas de manière fidèle, ils peuvent bouger entre partis et alternatives politiques et en fait, ils bougent de plus en plus.

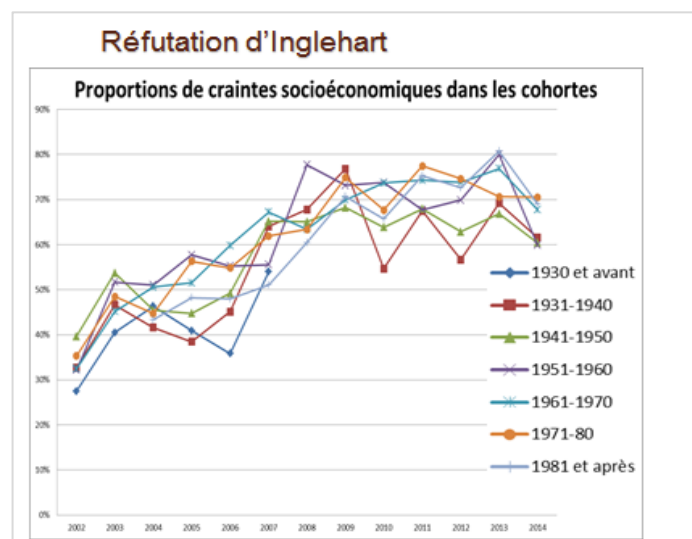
Cette culture de citoyenneté distante est aussi une culture qui est de moins en moins connectée avec la manière dont les décisions se prennent en France, avec cette idée d'un Président et d'un Parlement élus pour un mandat de cinq ans et donc qui, pendant cinq ans, peuvent exercer la décision telle qu'ils l'entendent. Ce sont des gens qui, parce qu'ils sont diplômés, parce qu'ils sont protestataires, parce qu'ils savent manifester, seront capables de se mobiliser contre. Ce qu'est en train de vivre Emmanuel Macron, c'est aussi ce qu'avaient vécu François Hollande et Nicolas Sarkozy c'est-à-dire l'émergence d'une citoyenneté marquée par la

défiance à l'égard des responsables politiques et qui, du coup, ne va pas prendre pour argent comptant ce que leur disent les responsables politiques, et pas seulement ceux qui sont au pouvoir.

Sur les valeurs, il y a bien un effet de renouvellement générationnel, on le voit sur les questions culturelles autour de l'immigration, de la peine de mort, du rôle des femmes. Plus les gens sont nés récemment, plus les gens sont ouverts.

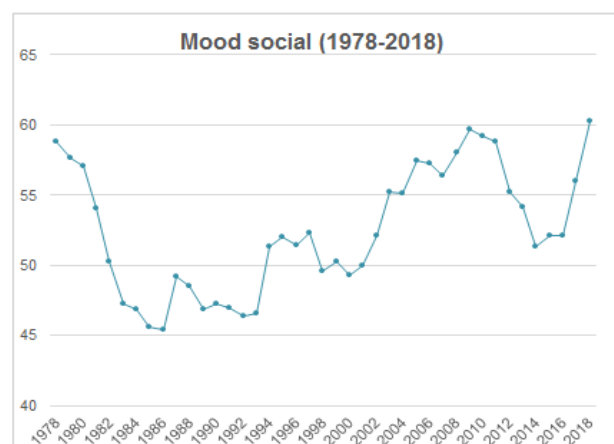
Il y a bien un effet de cohorte qui fait qu'avec le renouvellement générationnel, on va vers une société qui est de plus en plus ouverte culturellement, accepte de plus en plus l'égalité entre les hommes et les femmes, refuse un certain nombre de solutions autoritaires. C'est la même chose sur l'attitude à l'égard de l'immigration, plus une cohorte est récente, plus elle est favorable à une société diverse de ce point de vue.

Si on suit R. Inglehart, on devrait passer du matérialisme, des enjeux autour de la redistribution, la sécurité physique, sociale, etc., à des enjeux post matérialistes autour de l'expression de soi, etc. Les *post baby boomers* sont tout autant divisés autour de ces questions que les *baby boomers* et ceux d'avant. Pour eux, il y a encore un débat, un clivage autour de ce qu'est l'État : faut-il prendre aux riches pour donner aux pauvres ? Quand on demande aux gens quelle



est la principale crainte qu'ils ont pour la société, on se rend compte que ce sont essentiellement des craintes socioéconomiques. Il y a un effet du renouvellement générationnel dans le rapport à la politique et notamment dans le rapport au responsable politique, sur le vote, sur les valeurs culturelles, sur le rapport à l'immigration, mais il n'y a pas d'effet générationnel sur les questions d'égalité ou d'inégalité socioéconomique. Ce qui joue dans les inégalités socioéconomiques, c'est le contexte.

Voici un indicateur que j'appelle un indice longitudinal, qui recense 97 séries de questions de sondage sur cette dimension socioéconomique. Veut-on que l'État réglemente les entreprises ou au contraire leur laisse plus de liberté ? Faut-il favoriser la compétitivité ou l'augmentation de salaire ? Faut-il prendre aux riches pour donner aux pauvres ? Faut-il augmenter ou diminuer le RSA ? Ce genre de question est rentré dans cet indice. On constate que cet



indice bouge dans le temps, il y a des moments où il est faible et d'autres moments où il est fort. Plus il est fort et plus on est en demande de redistribution dans le pays. Au moment où François Mitterrand est élu, il y a une très forte demande de redistribution ; au moment où François Hollande est élu, il y a une très forte de demande de redistribution. Au moment où Emmanuel Macron est élu, en 2017, il y a aussi une très forte demande de redistribution. Cela veut clairement dire que sur ces questions socioéconomiques, il y a des perceptions, des variations, des évolutions, mais en tout cas, il doit toujours y avoir un débat.

Merci beaucoup pour votre attention.

Débat avec la salle

Pierre-Louis BRAS - Merci beaucoup pour ces deux exposés. Je ne sais pas si le portrait donné de la France vous réjouit. Je vous invite à faire part de vos remarques et de vos questions et je vais oser la première.

Les deux dimensions que vous avez utilisées tous les deux sont les attitudes culturelles en référence notamment aux mœurs sexuelles et à la redistribution économique. On voit un discours qui se construit en France autour d'une troisième dimension, celle de l'opposition entre « fermeture » et « ouverture » ? Notre Président actuel parle de nationalisme et de progressisme. D'un côté ceux qui seraient ouverts sur le monde, qui accepteraient dans une certaine mesure l'immigration et seraient favorables au commerce international et à l'intégration européenne. De l'autre ceux favorables au protectionnisme, hostiles à l'immigration, réticents face à l'intégration européenne. Est-ce une troisième dimension qui émerge et que la science politique va approfondir ou est-ce que ce sont des spéculations ?

Vincent TIBERJ - Il est intéressant de distinguer ce qui se passe dans la société et ce qui se passe dans le champ politique. Il y a une part importante de construction des clivages par les responsables politiques, des lignes de division de la société et, surtout, il y a un objectif stratégique car Emmanuel Macron a tout intérêt à ce que ce clivage émerge, cela lui évitera d'avoir à gérer les questions de redistribution. De l'autre côté, Marine Le Pen a tout intérêt également à ce que ce clivage émerge. Cette question de l'ouverture et de la fermeture, je préfère la notion de gagnant et de perdant de la mondialisation. C'est l'idée que vous auriez les gagnants de la société globalisée qui, culturellement, se sentent à l'aise avec la diversité, et les perdants qui, d'un point de vue socioéconomique et culturel. Ce clivage n'existe pas en tant que tel mais on le retrouve dans nos valeurs plus traditionnelles : qu'est-ce que l'État ?

L'État doit-il redistribuer ? Qu'est-ce que l'immigration ? On essaie de mettre dans une équation ces trois dimensions, c'est la question de la dimension culturelle et socioéconomique qui reste et non la question de la globalisation. On peut rajouter une autre possibilité, notamment autour de la question de l'environnement. On voit avec les gilets jaunes et les manifestations pour le climat que l'environnement peut devenir un autre clivage social. La politique a un rôle à jouer, les responsables politiques eux-mêmes nous forcent à nous situer par rapport à eux. Quand on a un deuxième tour Emmanuel Macron/Marine Le Pen, on est forcé de se positionner et ce serait par exemple très différent si on était dans un système néerlandais où on vote à la proportionnelle et vous pouvez trouver l'endroit qui vous convient le mieux idéologiquement parlant.

Achim GOERRES - Merci pour cette question. Je ne pense pas que cette ouverture dont vous parlez soit une troisième dimension. J'aimerais faire une remarque : nous entrons dans une époque, en Allemagne par exemple, où les citoyens demandent une politique de l'identité, moins de redistribution et moins de réglementation par l'État. Ils demandent un espace dans lequel ils peuvent exprimer leur identité, se situer dans le tissu social. Dans le cas de l'Allemagne, les gens ont peur de beaucoup de choses, raison pour laquelle ils vont voter pour les mouvements alternatifs. C'est plus lié à l'identité qu'à des questions économiques et matérielles. Il y a un grand débat sur les valeurs cosmopolites qui rejoignent la question de l'ouverture, des gens qui peuvent se retrouver à Paris, Berlin ou aux États-Unis, communiquer ensemble et parler le même langage. Mais cela est naturellement biaisé par l'éducation car l'attachement à des valeurs d'ouverture est lié au niveau d'éducation.

De la salle - Une question à Vincent Tiberj. Vous distinguez trois générations dans le rapport au politique et donc le rapport à l'État : la génération qui croit au leader, mais qui a vécu des guerres, la génération *baby boom* qui croit à la qualification et la génération précaire qui a ses distances au politique. Vous avez bien indiqué le rapport à l'État, le rapport aux indices socioéconomiques, à la redistribution. Ici, on a envie de savoir le rapport à la retraite, même s'il se construit différemment selon les âges. La notion de retraite aux États-Unis est issue du rapport à la guerre, les veuves de guerre avaient droit à un retour de l'État. Pour les générations distantes de la politique, c'est plus difficile, la génération CDD est inscrite sur le court terme alors que ce sont des générations plus qualifiées. Une partie se contente des CDD et une partie joue la compétition. Est-ce un chantier ouvert ?

Vincent TIBERJ - Je répondrai que c'est hélas un chantier ouvert. Dès lors qu'on veut travailler sur les questions de cohorte, on est contraint par la manière dont les questions sont posées par nos anciens. Pendant longtemps, la question de la retraite ne faisait pas partie des baromètres sur lesquels on pouvait travailler. On peut faire une hypothèse sur les *post baby boomers* qui me paraît assez plausible.

D'un côté, l'enjeu de la conscientisation, si les *baby boomers* avaient conscience de leur position et de leurs objectifs, c'est parce qu'ils étaient socialisés par des organisations qui faisaient le travail par en bas. Il y avait un récit politique autour de la société que l'on construit ensemble, notamment le récit de la solidarité entre les générations. Ce qui est troublant aujourd'hui dans la socialisation professionnelle et politique des *post baby boomers*, c'est que

vous avez un rapport au travail qui est beaucoup plus déstructuré. Quand vous êtes intérimaire, vous êtes passé par le chômage, vous êtes en CDD, vos perspectives de retraite sont déjà compliquées, mais vos perspectives d'être socialisé également. Il y a un vrai problème à essayer de faire comprendre, admettre et légitimer le système à cause de cela. L'exemple type, ce sont ces gens qui sont *uberisés* et qui préfèrent ne pas payer de cotisations sociales parce qu'ils ne se rendent pas compte que les cotisations sociales, ce sont nos retraites de demain. Du côté politique, vous n'avez pas l'articulation à l'idéologie. La manière dont on structure ce débat tourne très peu autour de cette question. On peut ne pas attendre de ces générations d'avoir un rapport spécifique à la retraite parce que le rapport n'est pas construit politiquement.

Pierre-Louis BRAS - Patrick Aubert, de la DREES, essaiera de nous dire comment évoluent les opinions au regard de la retraite sur les quelques années. On n'a pas les questions posées dans les mêmes termes depuis 1945, mais depuis les années 2000.

De la salle - Une question à Achim Goerres concernant les analyses de comparaison internationale qu'il nous a présentées.

Il n'y a pas de comparaison systématique, sur certains tableaux on voit apparaître l'Islande, sur d'autres les Pays-Bas. Quelle est la rationalité de ces apparitions successives de différents pays européens ?

Ma seconde question est une interrogation. À vous écouter, quand vous proposez une lecture des jeunes versus les vieux, je m'interroge. Vous n'avez pas pris les âges médians. N'est-on pas en train de pré-construire des représentations, des attitudes, qui sont renforcées par votre analyse qui saisit deux groupes ?

Achim GOERRES - Merci de cette question. Les pays que vous voyez à titre de comparaison correspondent à des valeurs maximum et minimum. J'ai toujours comparé la France par rapport à la médiane, la valeur maximale et minimale. Si vous regardez le rapport que vous retrouvez sur mon site web, vous avez les résultats pour tous les autres pays. C'est le problème que l'on rencontre quand on doit faire un exposé rapide.

Quand on parle de démocratie vieillissante, il faut cibler ; vous ne pouvez pas prendre en compte tous les individus, il faut donc procéder par catégorie. Pour la catégorie moyenne, il s'agit des personnes entre 30 et 60 ans, il s'agit d'une catégorie qui n'est pas très riche par rapport au système public, il n'y a pas de point de bascule à un moment précis où vous allez vous intéresser au problème de retraite. J'ai distingué ces différents groupes d'âges à des fins de présentation car quand vous devez utiliser ces catégories, il faut mettre le point d'arrêt quelque part.

De la salle - Il y a une question sur laquelle il ne serait pas inintéressant de savoir si les jeunes ou les moins jeunes ont des réactions différentes. Une des difficultés actuelles qui peut être une des difficultés de la réforme des retraites est qu'il y a des évolutions rapides des réformes successives qui mettent très souvent en parole l'idée d'une solidarité entre les générations et

maintenant l'idée d'une équité entre les générations, avec des formes de calcul assez élaborées. C'est l'acte un. Il y a une interférence qui est que les gouvernements ont des fins de mois ou des fins d'année difficiles. Quand ils cherchent de l'argent, ils regardent un indicateur et voient le niveau de vie moyen des actifs et des retraités. Ils disent : les retraités ont un niveau de vie moyen supérieur à l'ensemble de la population, donc on va leur en prendre un peu. D'ailleurs, si je compare les très jeunes avec les retraités, c'est flagrant. C'est le cas des trois derniers gouvernements. Il y a donc une espèce de double discours.

Par rapport à cela, ma question est la suivante : peut-être qu'il n'y a aucune différence, mais pensez-vous que cela choque plus les jeunes ou que cela touche plus les gens qui sont concernés ? Je sais que certains ne sont pas touchés, mais généralement, les tranches de revenus sont assez basses. C'est assez important de savoir qui cela touche. Aujourd'hui, c'est une petite actualité, mais c'est un sujet qui est plus pérenne. Il y a des organismes en France qui disent cela constamment. La Cour des comptes revient là-dessus et ceux qui font des rapports disent qu'il faut bien trouver les fins de mois. C'est une question importante au moment de la réforme des retraites.

Vincent TIBERJ - C'est un leitmotiv de la journée, objectivement, les cohortes que j'ai essayé d'analyser n'ont pas forcément conscience d'elles-mêmes, en ce sens, qu'on n'est pas dans des générations politiques. L'idée d'une guerre des cohortes, d'une guerre des générations, des générations sacrifiées qui se rebellent contre les générations dorées du *baby boom*, politiquement cela ne marche pas parce que les gens ne réagissent pas comme cela. Cela se voit même quand on descend au sein des cohortes et qu'on regarde la polarisation sociale. Les ouvriers nés dans les années 1970 se situent au même niveau de demande de redistribution que les ouvriers nés dans les années 1950 ou 1930. En revanche, les cadres sont similaires mais de l'autre côté. De ce point de vue, il n'y a pas cette impression qu'il y aurait de la redistribution à faire ou en tout cas qu'il y aurait des intérêts politiques divergents. Quand Benoît Hamon crée son parti « Génération.s », il a en tête cette idée. Pour l'instant, cela ne fonctionne pas. Pour répondre à votre question, pour l'instant, ce n'est pas politisé parce que ce n'est pas conscientisé.

Achim GOERRES - Merci pour cette question.

Il s'agit d'une vision radicale de la réforme des retraites que les gens pensent en termes de solidarité intergénérationnelle. Quand les gens posent la question, tout le monde répond oui et quand ils voient ce que cela recouvre pour eux, il n'y a rien. C'est un concept compliqué. Il faut beaucoup de rigueur analytique pour bien mesurer toutes les dimensions de ce concept. En tout cas, dans le contexte allemand, c'est un mot que tout le monde aime utiliser, mais personne n'a aucune idée de ce que recouvre cette notion de solidarité intergénérationnelle.

Je pense que la réforme des systèmes de retraite devrait être déléguée et mise en œuvre rapidement après les élections de façon que personne ne puisse s'y opposer. Il faudrait que cela devienne un système durable. Quels sont les besoins des générations jeunes ? Ils savent qu'ils ne recevront pas les mêmes retraites que leurs parents ou grands-parents. Ils ont besoin de certitudes quant au changement institutionnel qui est en cours de préparation. Les jeunes ne

sont pas opposés aux réformes des retraites, mais ils ne veulent pas de changement à court terme. En Allemagne, en 2006, l'économie n'allait pas très bien et le gouvernement a décidé de s'écarter de la formule de calcul des pensions de retraite afin que les retraités puissent recevoir plus que si l'on s'en tenait à la formule de calcul actuellement. Une disposition ponctuelle à laquelle les jeunes sont opposés, qu'ils redoutent. On ne peut pas gérer ce pacte intergénérationnel, c'est impossible car le concept échappe.

N'oublions pas que si vous touchez au système de retraite, cela aura un impact sur les échanges intergénérationnels, dans la sphère du contrat privé, au sein de la famille, mais vous ne pouvez gérer ni l'un ni l'autre.

De la salle - Je suis référente retraite, je suis une des petites mains qui mettent les gens à la retraite dans une collectivité locale de 1 000 salariés en milieu rural, dans un conseil départemental. On ne se retrouve pas toujours dans les statistiques.

J'ai beaucoup apprécié les interventions, mais en milieu rural, on peine un peu car la perception de la réalité nous choque un petit peu parfois. J'ai participé aux ateliers de la réforme. Si je comprends bien, vous pensez que la réforme va être faite par les technocrates. J'ai participé aux ateliers de la réforme, j'ai apprécié qu'on me pose la question. Il y avait des retraités, des futurs retraités, des gens du privé, des agriculteurs, des représentants des caisses. Ces échanges ont révélé pas mal de problématiques sociétales. M. Delevoye nous a dit qu'il voulait faire de cette réforme un projet sociétal durable dont l'objectif n'était pas qu'économique. J'avais l'impression, peut-être à tort, que les autres réformes étaient faites par les technocrates et qu'enfin, on avait peut-être une chance d'en avoir une qui aurait été un petit peu plus dans la concertation citoyenne. Par rapport à tout ce que j'entends, j'entends totalement tout ce que vous nous présentez, pensez-vous que ce serait mieux qu'elle soit faites par des technocrates ou pas ?

Pierre-Louis BRAS - Achim Goerres a un avis étant donné les études qu'il a faites en Allemagne sur l'impact électoral d'une réforme des retraites. Pour ce qui concerne la France, n'attendez pas de ma part une appréciation sur la manière dont est conduite la réforme.

Achim GOERRES - Merci de me donner l'occasion de répondre. J'ai étudié les comportements électoraux et je me suis aperçu que les partis politiques n'ont rien à gagner d'une réforme des retraites, ils en ont conscience. Aucun parti ne gagnera des voix car il aura su mener une réforme du système de retraite.


Je pense que ce qui est important, au moins pour les partis, c'est de se mettre d'accord pour dépolitiser le prototype de réforme et déléguer cette réforme à des corps non partisans. Dans ce cadre, la consultation citoyenne est nécessaire. Les systèmes de retraite en Allemagne et en France sont des systèmes dont personne ne peut mesurer la complexité. Effectivement la consultation citoyenne est indispensable dans le cadre de ce processus, mais la réforme elle-même devrait être confiée à des instances non partisans, et ensuite c'est le corps politique qui devra mettre en œuvre la réforme proposée. Mais vous ne gagnerez pas de voix en engageant une réforme des retraites, aussi bonne soit-elle. Il semble que le recours à un organe non

partisan soit la meilleure façon de réaliser la réforme des retraites dans le cadre démocratique. Si cet enjeu reste politisé, personne ne sera gagnant. Il est important de comprendre qu'il serait difficile d'obtenir l'adhésion des citoyens, c'est pourquoi je propose cette modalité.

Vincent TIBERJ - On parle de pays différents. Le problème en France est qu'on a encore une culture très « top down », marquée par la technocratie, par une décision prise en haut avec une grande difficulté à intégrer les citoyens. On est à une forme de carrefour. La démocratie représentative centrée sur les élus, les citoyens correspondaient de moins en moins avec les citoyens qui allaient avec cette démocratie. Une démocratie représentative centrée sur les élus se satisfait pleinement de citoyens qui sont dans la logique de la remise de soi. Cela ne marche plus, cette culture est en train de disparaître. On est à la croisée des chemins avec une démocratie, que certains aux États-Unis appellent la démocratie furtive. Du moment que cela fonctionne, cela ne leur pose pas de questions, on le fait entre nous et tout va bien. C'est la solution où les experts, les spécialistes de la décision publique sont capables de formuler des propositions de politique publique, de les amender. C'est la démocratie que l'on va retrouver dans les intercommunalités où les citoyens sont très éloignés. Il y a l'autre, elle est « bordélique ». Cette démocratie qui essaie d'inclure, de mobiliser le citoyen est « bordélique » parce que les gens ne sont jamais d'accord, ou alors ils ne viennent pas à la réunion de quartier, ils ont des demandes différentes. C'est ce qui se passe avec certains gilets jaunes aujourd'hui, ils sont incapables de se structurer et de dire : « Voilà quelles sont nos demandes et voilà la hiérarchie des demandes telles qu'on veut les voir prises en compte. » On est dans une vraie tension et il va falloir inventer cette nouvelle démocratie.

Pierre-Louis BRAS - Je vous propose de clore cette session. On prend le temps d'une pause, on répondra à nouveau à certaines des questions formulées dans la dernière session.

Merci aux deux intervenants.



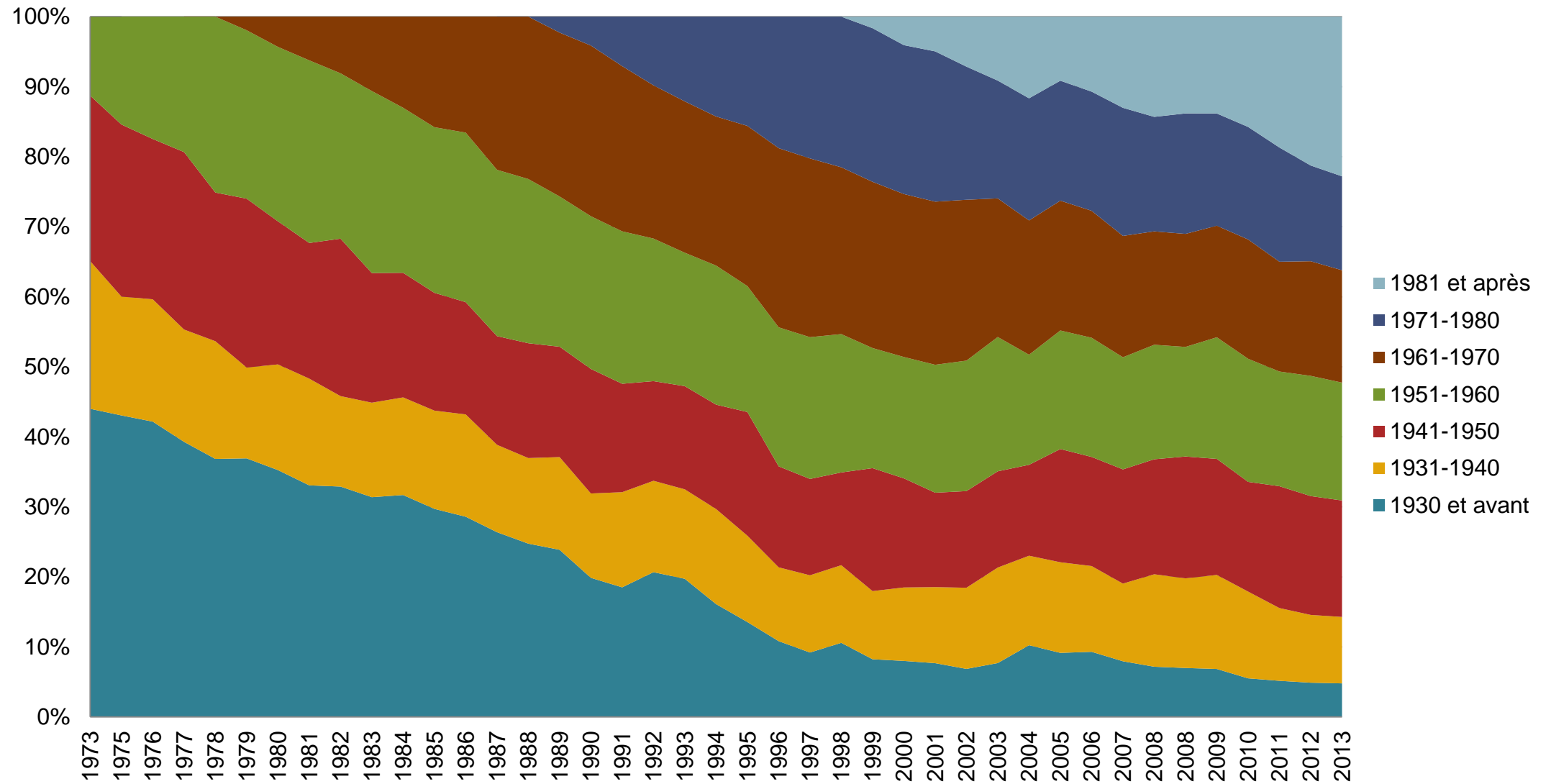
Les citoyens qui viennent : *comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*

Vincent Tiberj
Professeur des universités
Sciences Po Bordeaux

Les origines

- **En 2012, un électeur sur deux n'était en âge de voter en 1981**
 - Ce n'est pas un remplacement poste pour poste (politiquement, démographiquement, socialement)
 - Ni la transposition politique de change
- **L'oubli du renouvellement générationnel: quelles conséquences sur la vie politique ?**
 - Une vision trop présentiste dans certains travaux
 - Une donnée démographique essentielle et oubliée
 - notamment au profit de l'âge et des présupposés associés
 - L'importance des années de jeunesse
 - Le « pouvoir gris » (25% des électeurs ont plus de 65 ans en 2013 et 25% de 18 à 35 ans)
 - Il n'y a pas que les baby-boomers...

La composition en cohorte de la population française



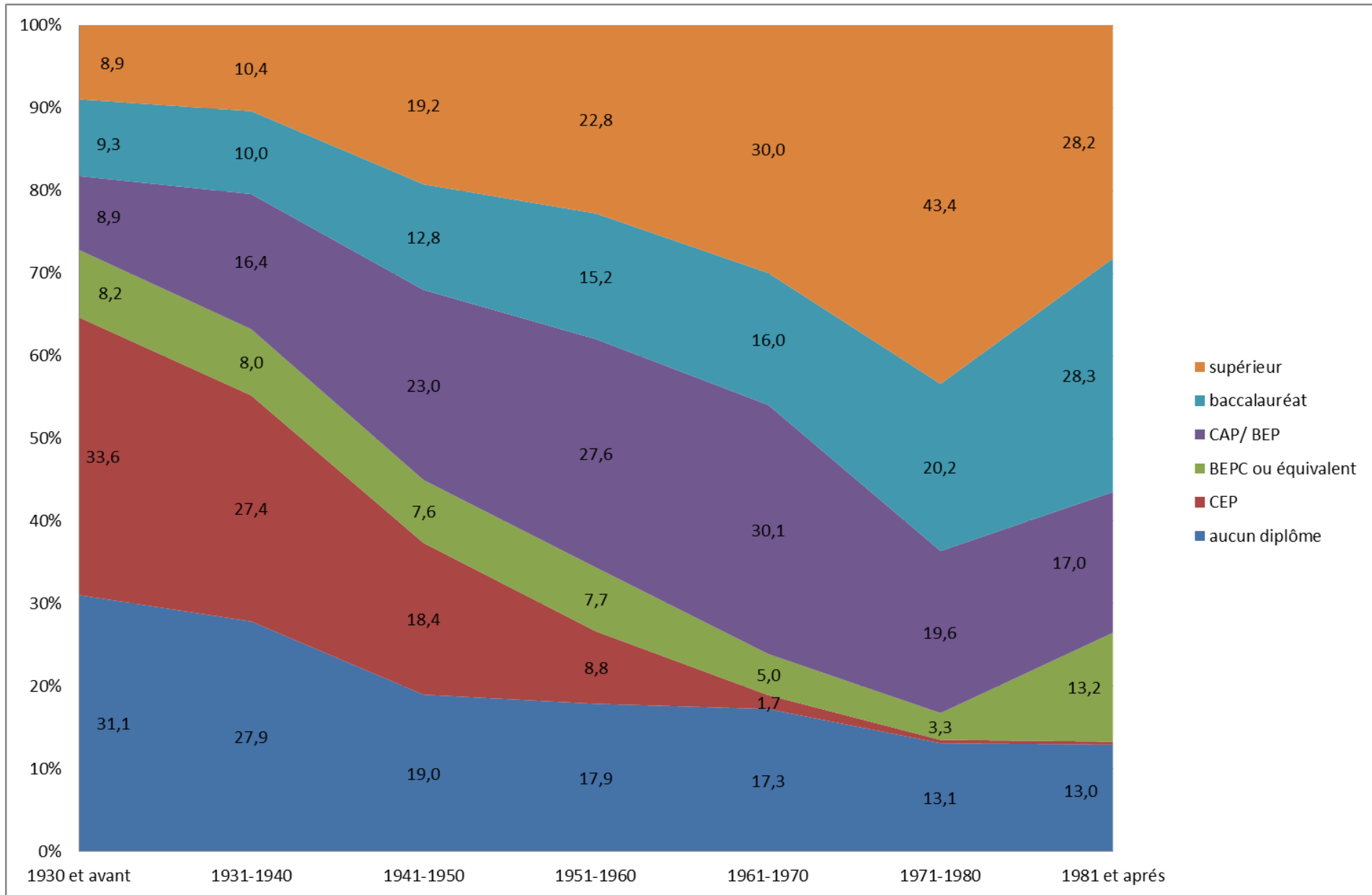
Quatre terrains d'étude

- Le rapport à la politique et à l'offre politique
- La participation politique
- Les systèmes de valeurs
- Les alignements politiques et électoraux

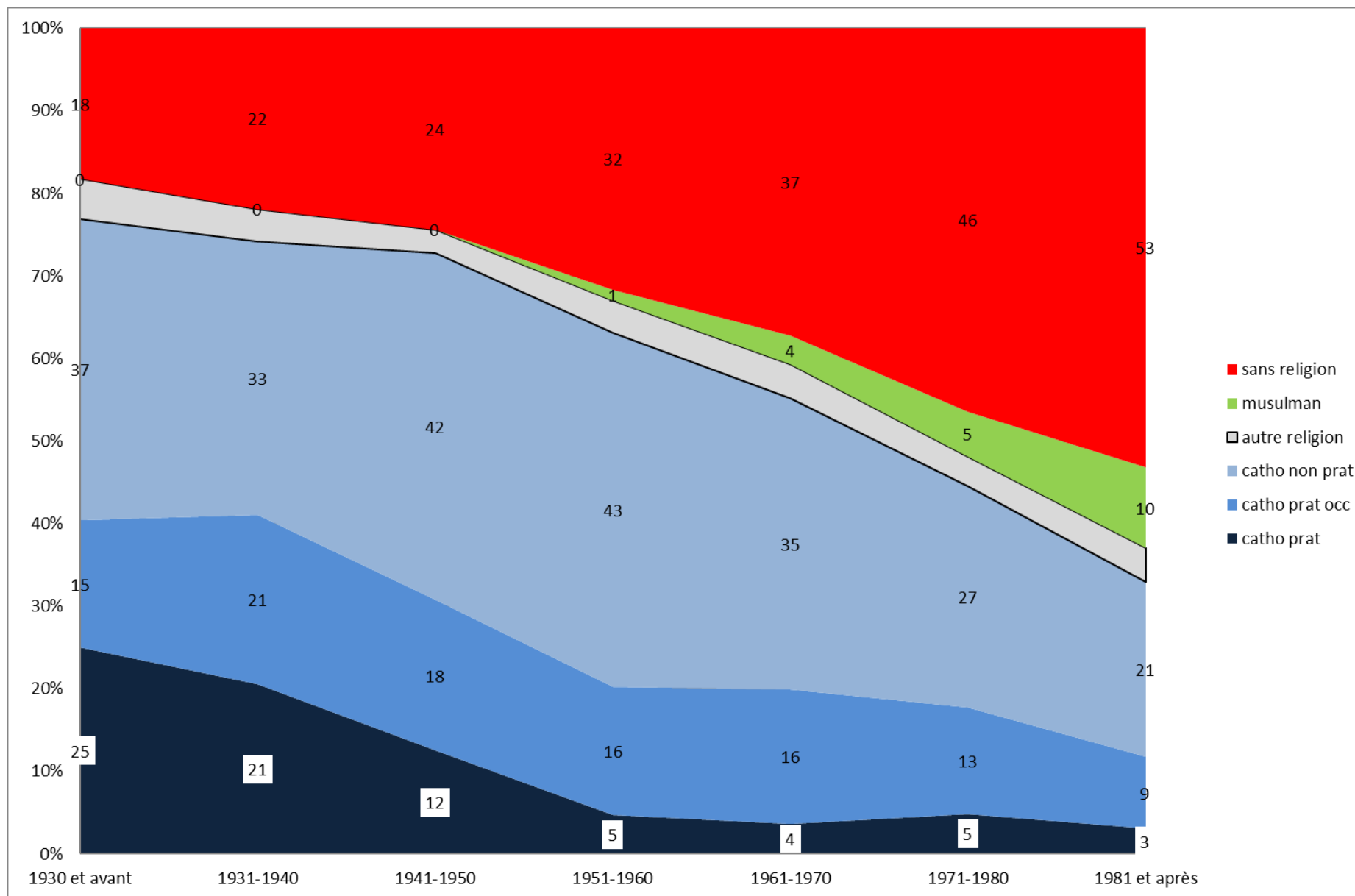
Cohortes, changements sociaux et effet d'âge

- Les cohortes sont aussi très différentes socialement
 - Le niveau de diplôme
 - Le crépuscule du religieux?
 - La diversité
 - Face au travail (précarisation, fin du syndicalisme, rentabilité des diplômes)
 - En termes de rapport de genre
- Des effets qui résistent par-delà l'âge
 - Ce n'est pas qu'une question de jeunesse
 - Ni de vieillissement

La composition en diplôme des cohortes



La composition religieuse des cohortes en mai 2012



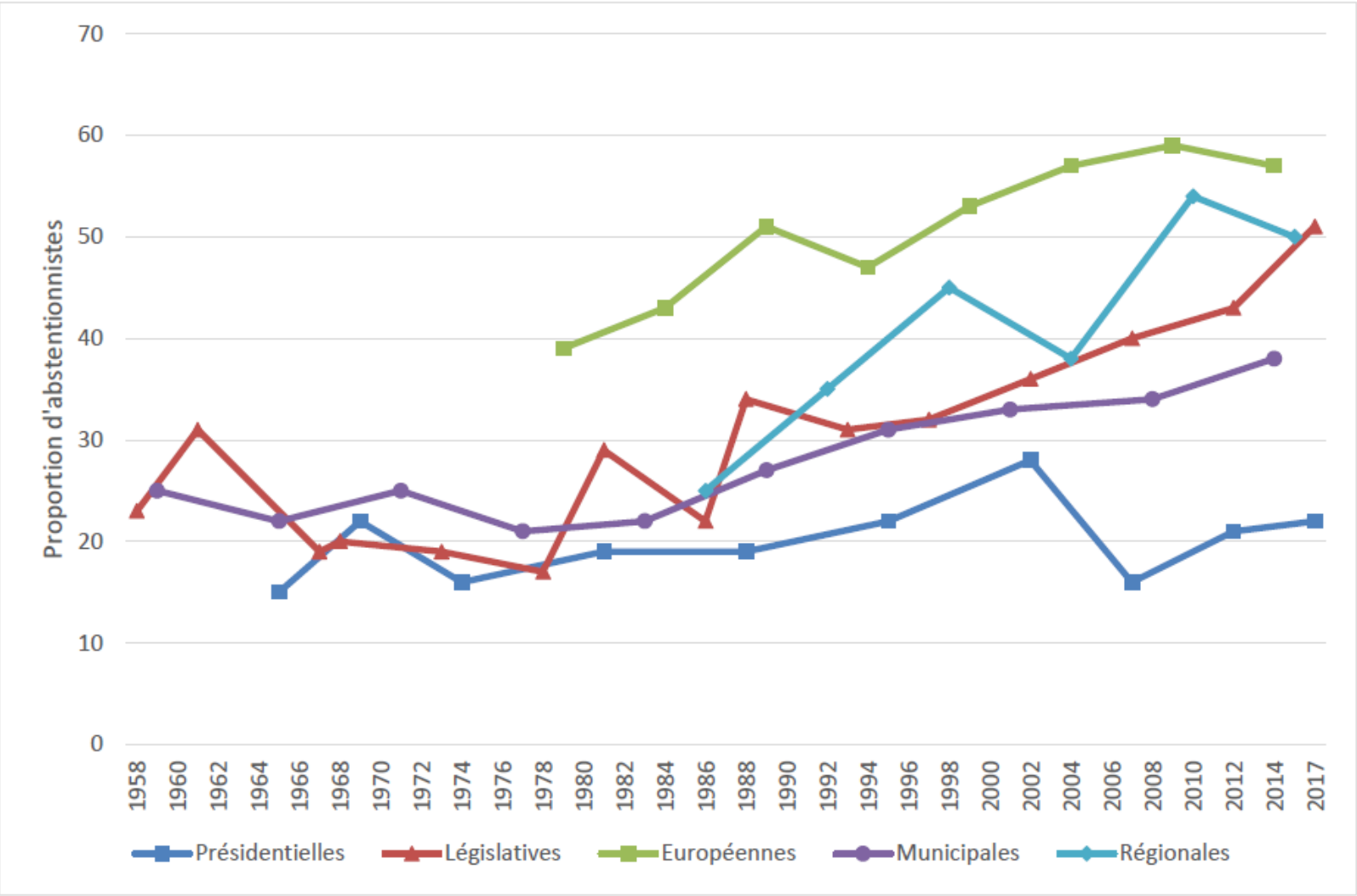
La participation politique

- Points de départ :
 - La décentralisation du vote
 - Extension du domaine de la participation
 - Dépassement des frontières de la démocratie représentative
- Quels effets attendre du renouvellement générationnel ?
 - Inglehart: vers un changement de culture de la participation ?
 - De nouvelles inégalités de voix? The greying of democracies (Goerres, 2009)?
- Des interprétations divergentes
 - Le Phoenix démocratique (Norris)
 - La contre-démocratie (Rosanvallon): l'excès de participation est-il nuisible ?
- Quelles conséquences en termes d'inégalités sociales ?

Un nouveau rapport au vote

- Une augmentation de l'abstention ou de l'intermittence ?
- Les différents sens du vote :
 - Expression et/ ou devoir civique
 - Un outil central de l'elite-directed participation : au service d'un système
- Effets cycles de vie ou cohortes ?

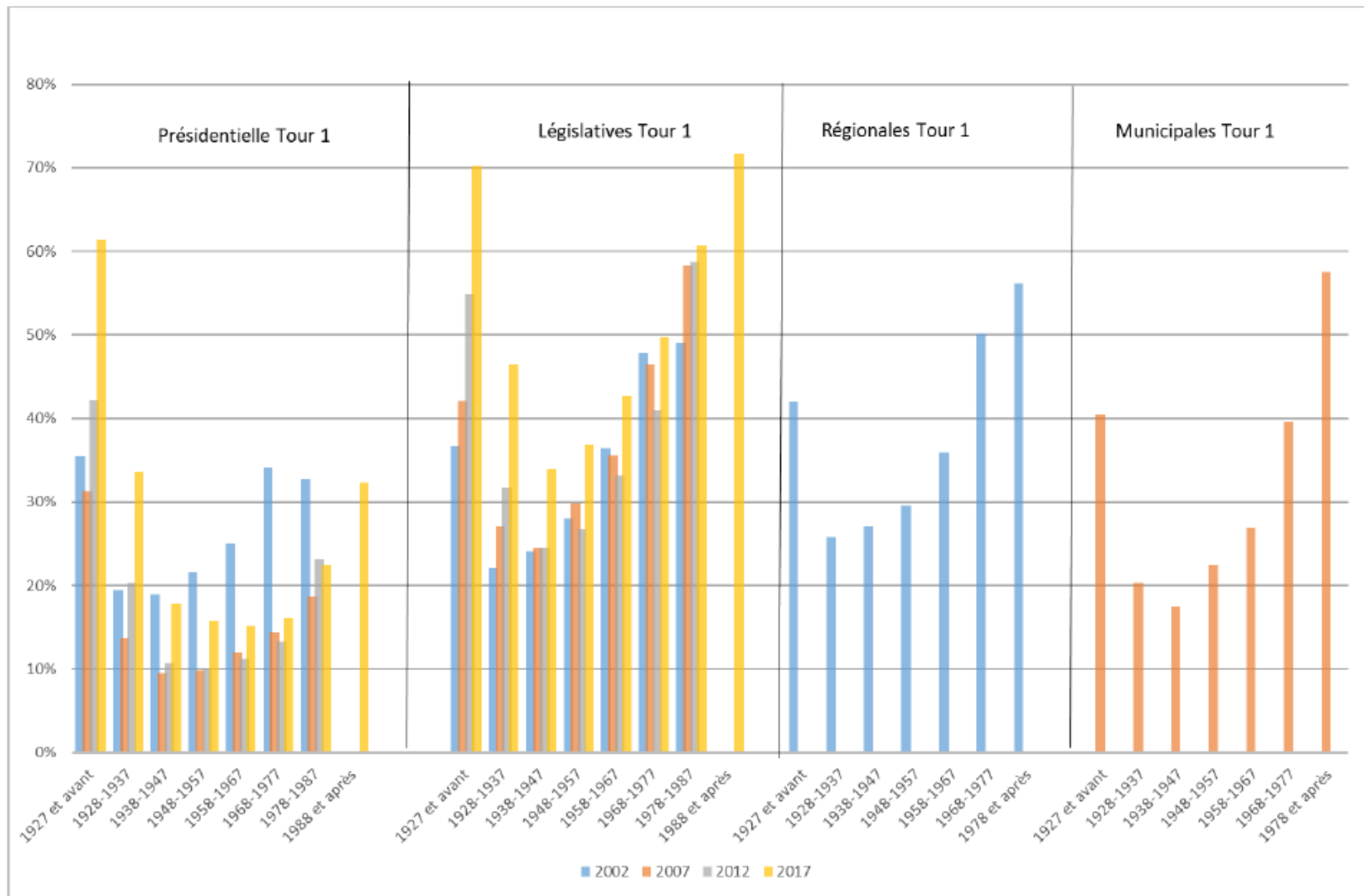
L'abstention électorale sous la Ve République



Sources : résultats officiels, ministère de l'Intérieur. Compilation de Vincent Tiberj

Les cohortes aux urnes

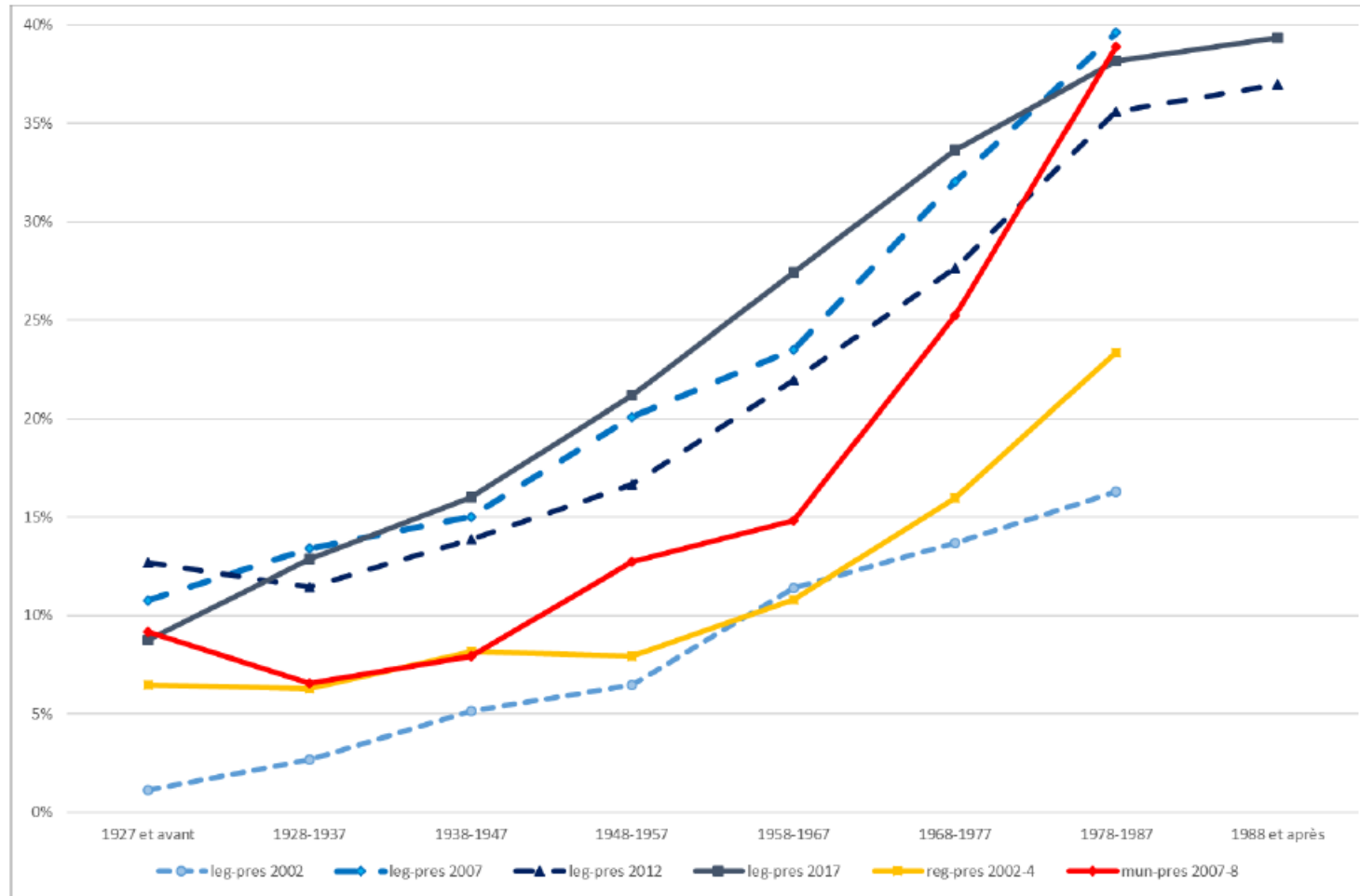
L'abstention des cohortes (200-2017)



Sources : enquêtes participation électorale de l'INSEE 2002, 2007, 2012 et 2017 ; calculs de Vincent Tiberj.

Les cohortes aux urnes

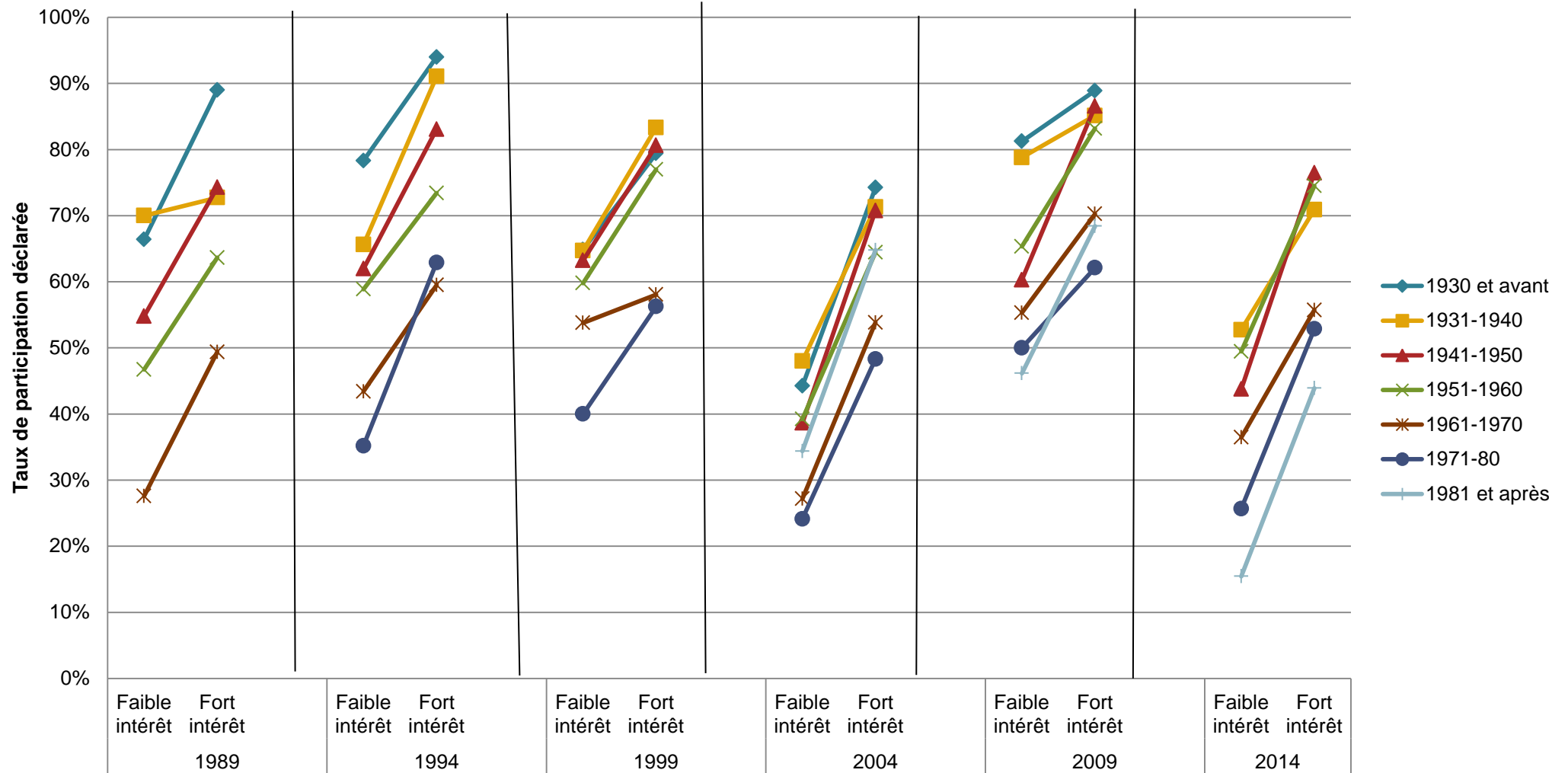
Les écarts d'abstention entre les élections présidentielles et les autres scrutins (1^{er} tour)



Sources : enquêtes participation électorale de l'INSEE 2002, 2007, 2012 et 2017 ; calculs de Vincent Tiberj.

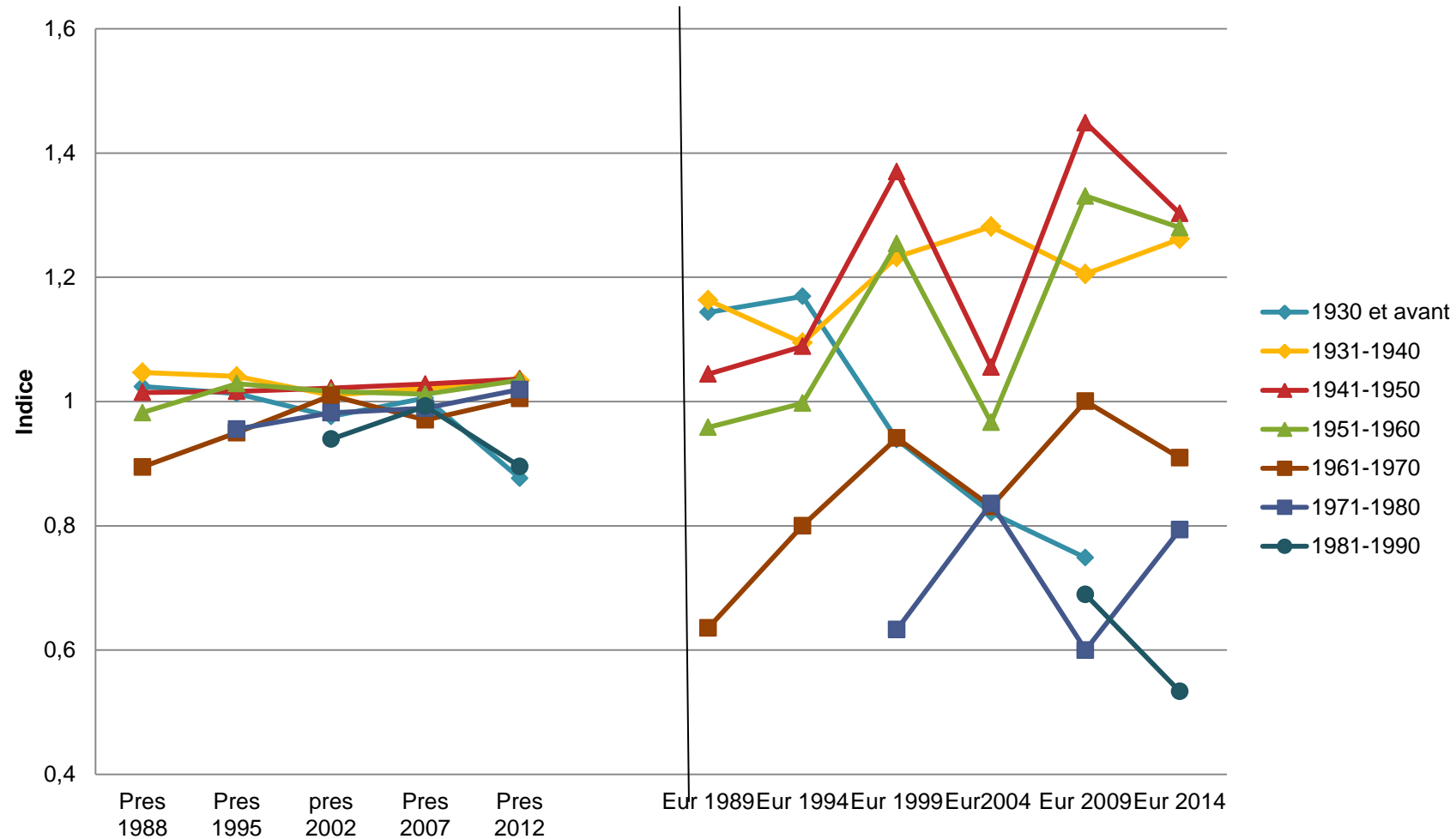
La fin du vote de devoir

Participation déclarée aux européennes en fonction de l'intérêt pour la politique et de la cohorte de naissance

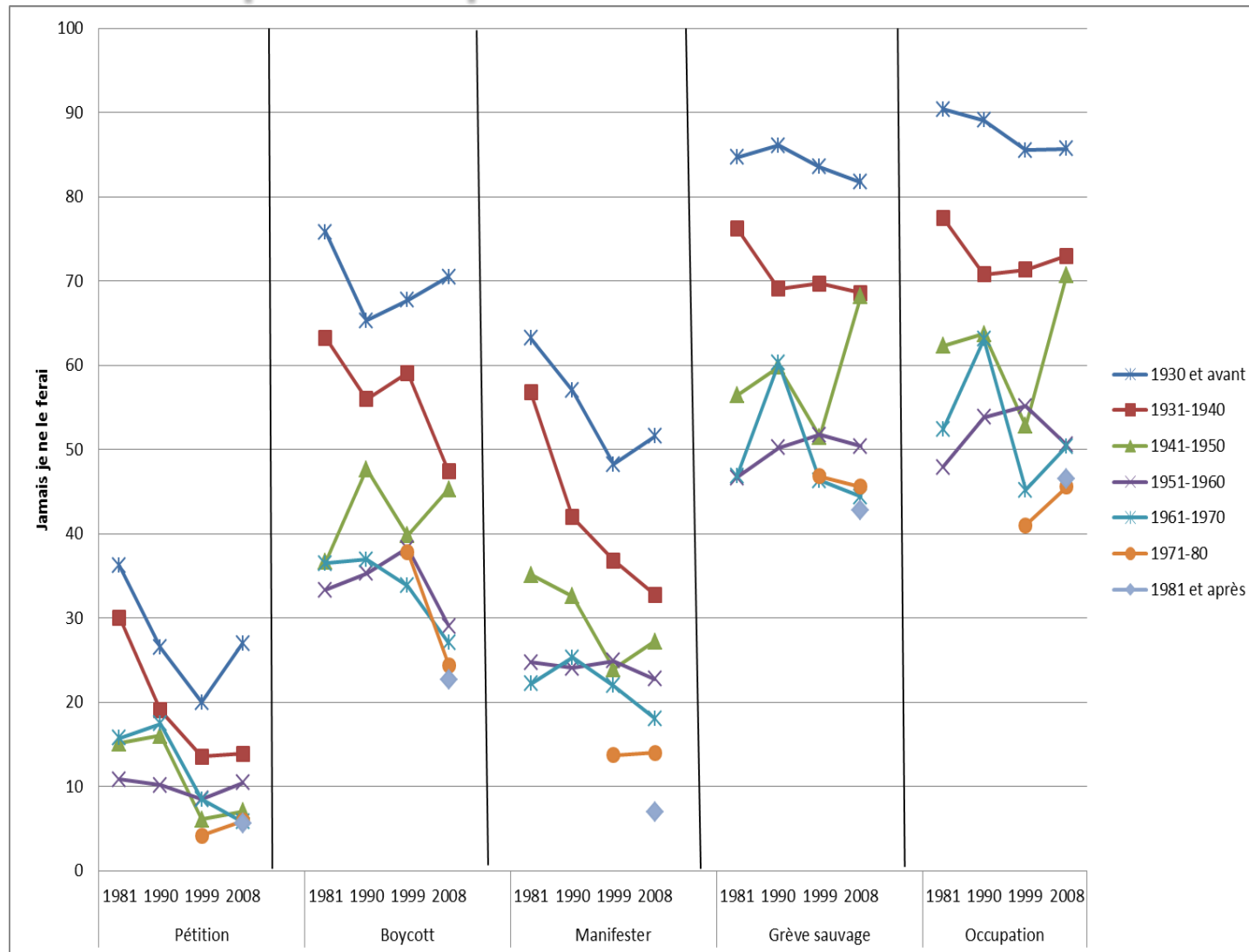


Mais une conséquence non-négligeable

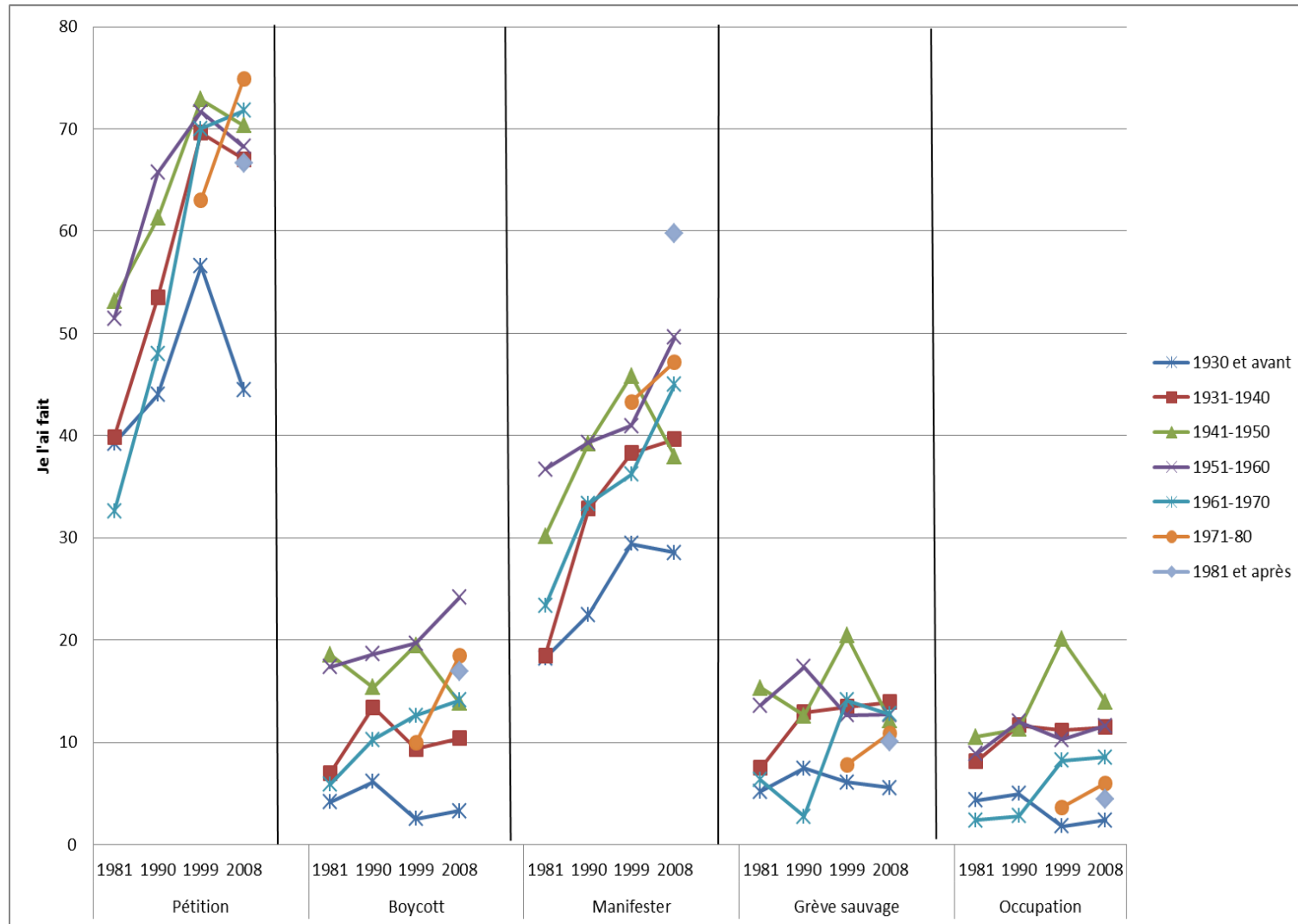
Indice de représentativité des cohortes dans les urnes au présidentielles et aux européennes



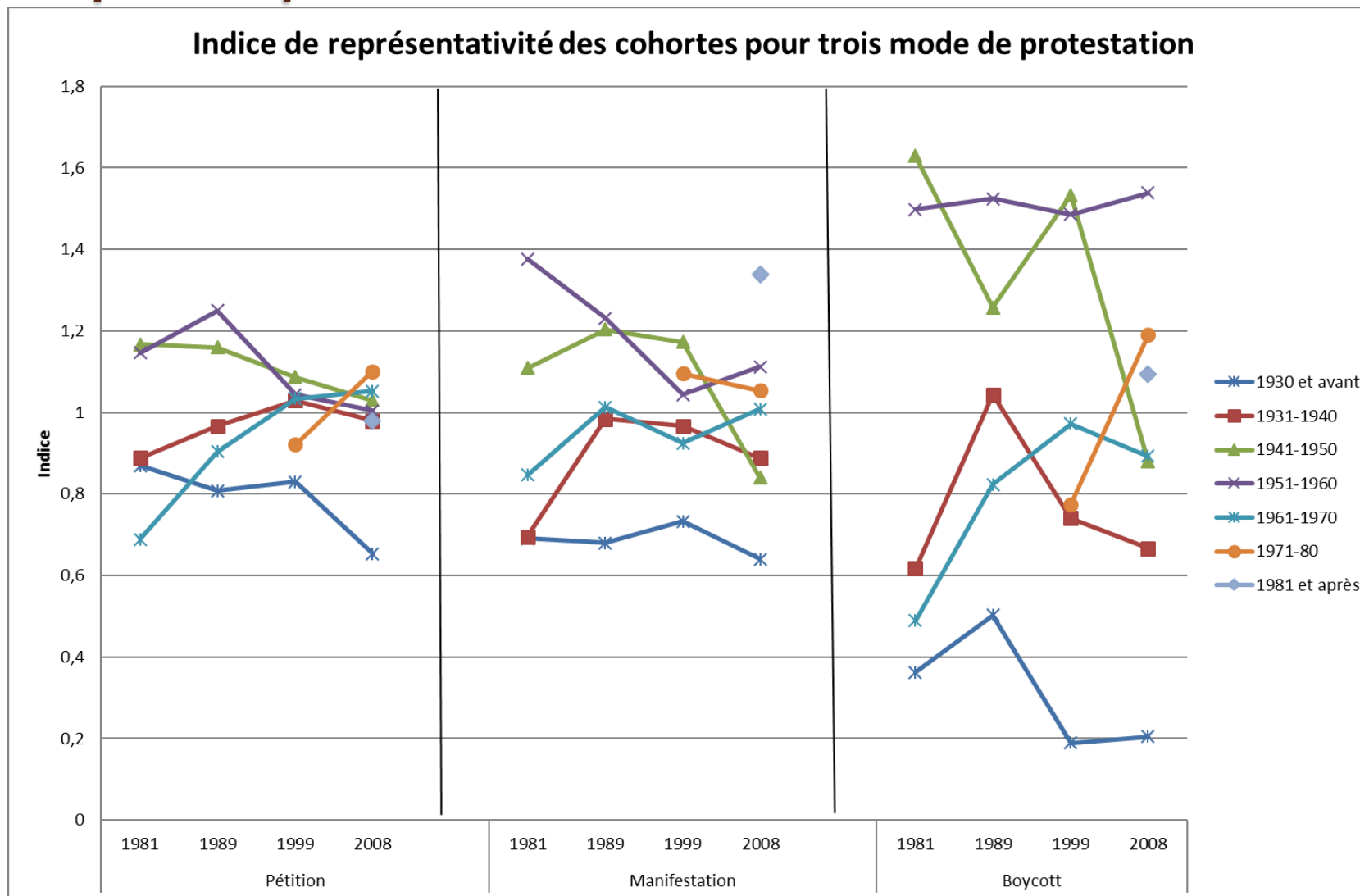
Un retrait de la participation ou une autre participation?



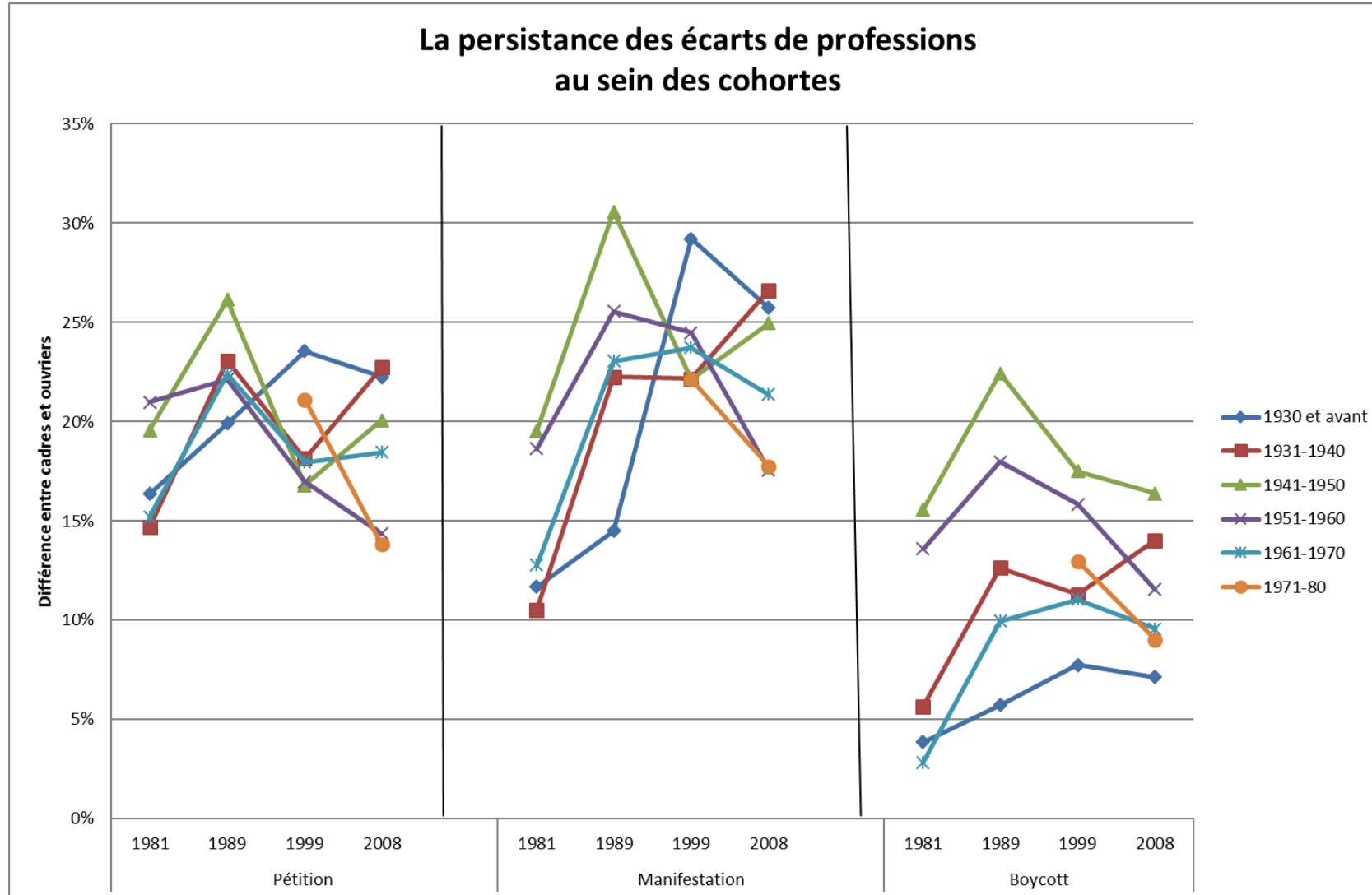
Un retrait de la participation ou une autre participation ?



Mais ici encore des inégalités dans la « politique des voix »



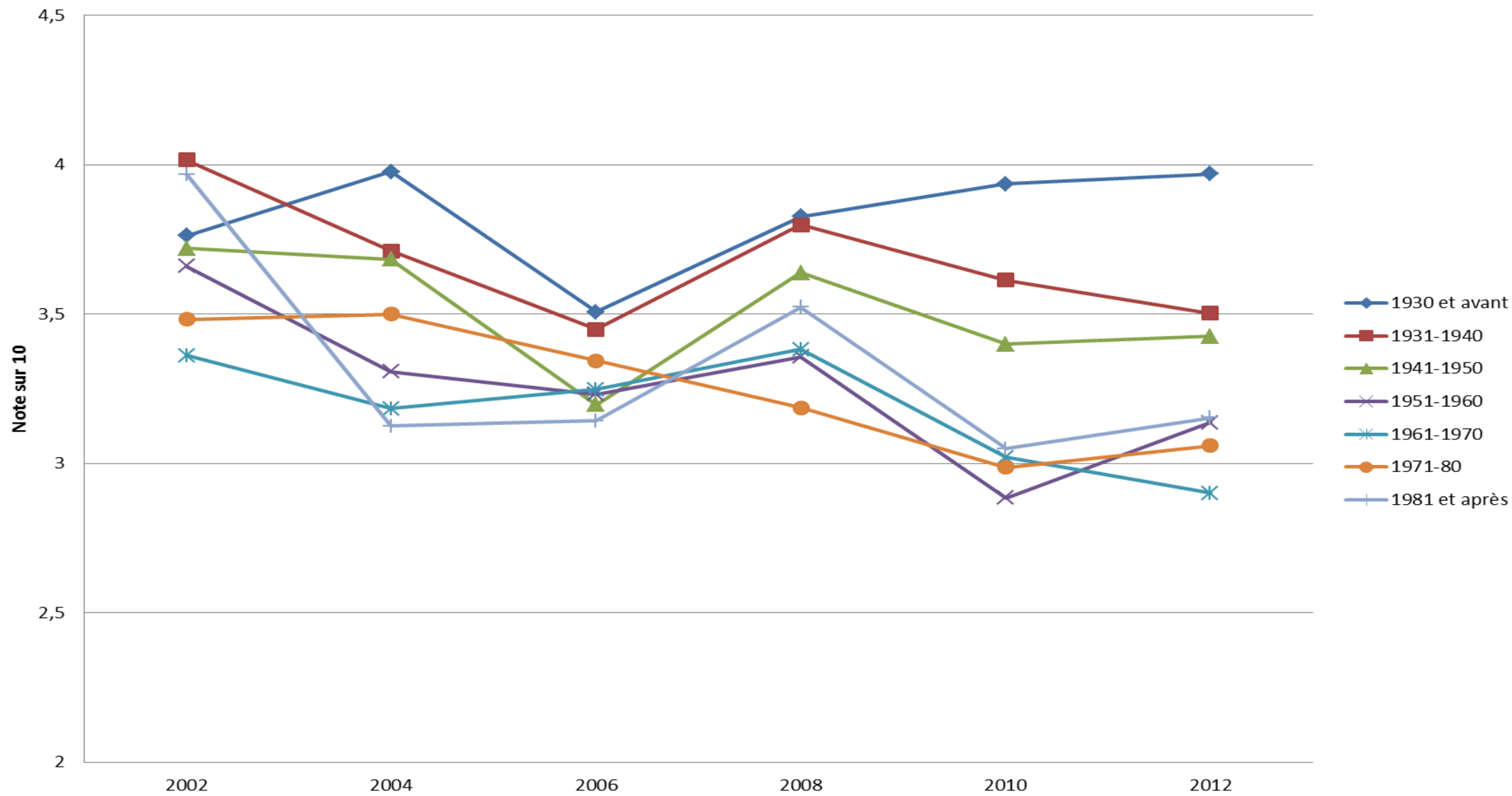
Mais ici encore des inégalités dans la « politique des voix »



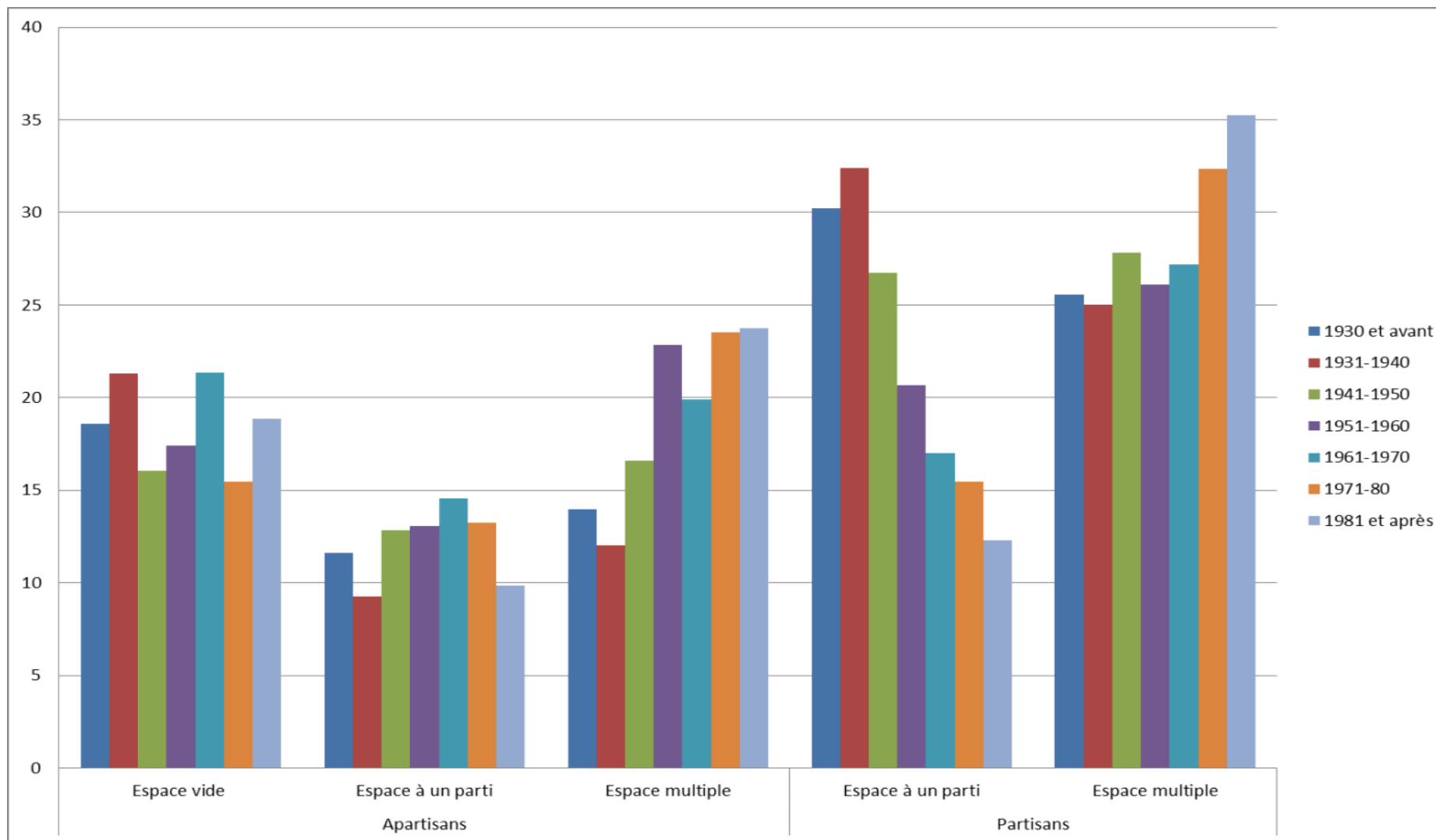
Un autre rapport à l'offre politique

- **Revenir sur la défiance et ce que cela implique:**
 - Du côté des citoyens ordinaires: soit aliénation soit a remise de soi (Gaxie, Bourdieu)
 - Mais il y a de bonne raisons à être défiants!
- **Qui se traduit par des rapports au partis qui évoluent**
 - Une intensité plus faible qu'aux Etats-Unis
 - Des modalités différentes (négativité, espace des possibles)

Confiance dans les responsables politiques (note moyenne sur 10)



Une typologie des rapports aux partis en 2009



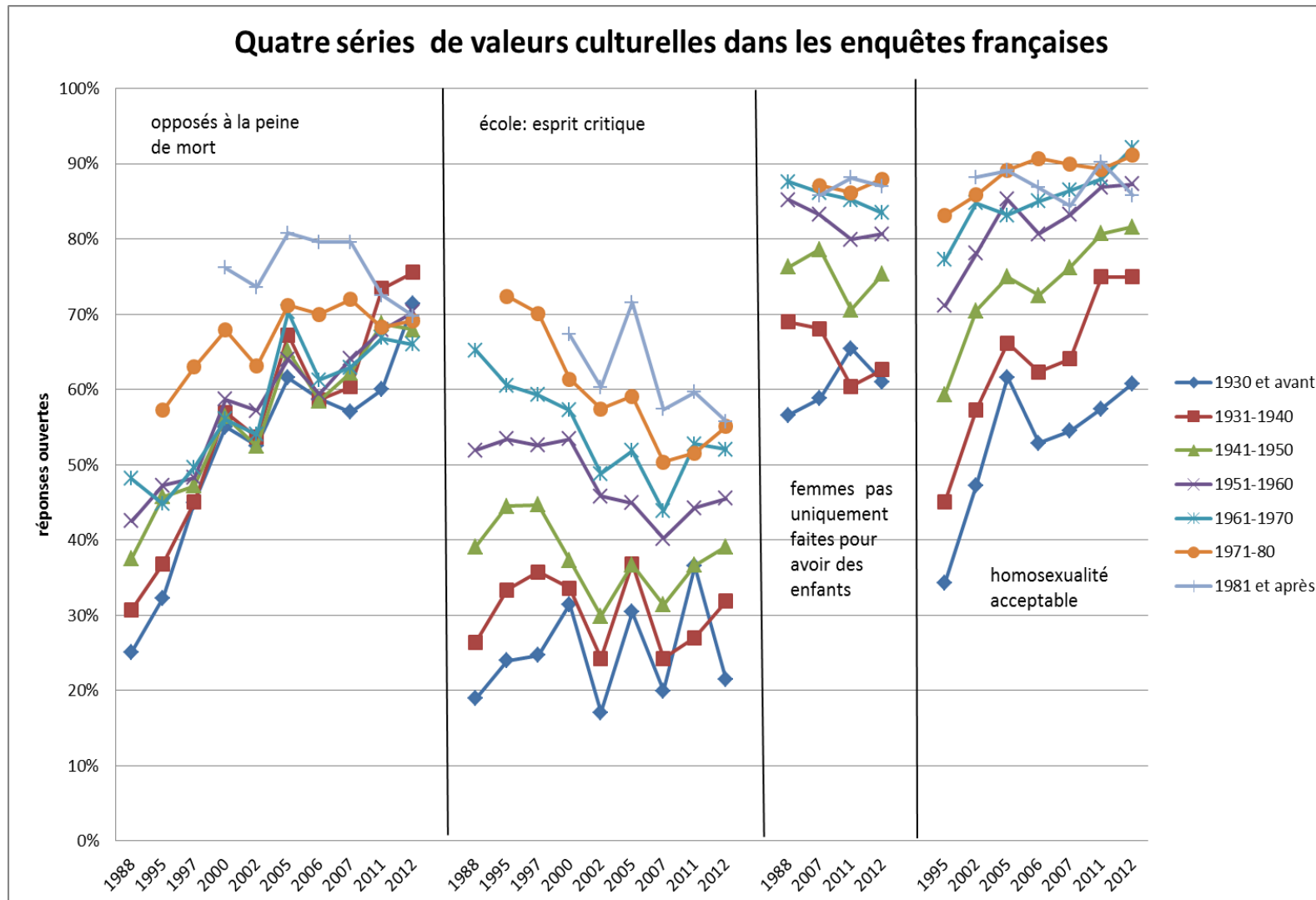
Trois rapports générationnels à la politique

- **La remise de soi des cohortes nées avant-guerre**
 - « la politique est une chose trop compliquée qu'il faut laisser aux experts »: faible compétence (subjective et objective) mais confiance dans les responsables politiques
 - Le vote de devoir et la déférence
- **La montée des citoyens critiques dans les cohortes du baby-boom**
 - Intérêt et autonomie
 - Les critical citizens de Pippa Norris et Inglehart
- **La distance des post-baby-boomers**
 - Forte capacité (niveau de diplôme) mais faible appétence
 - Défiance envers la classe politique et les partis
 - Vote intermittent et mobiles

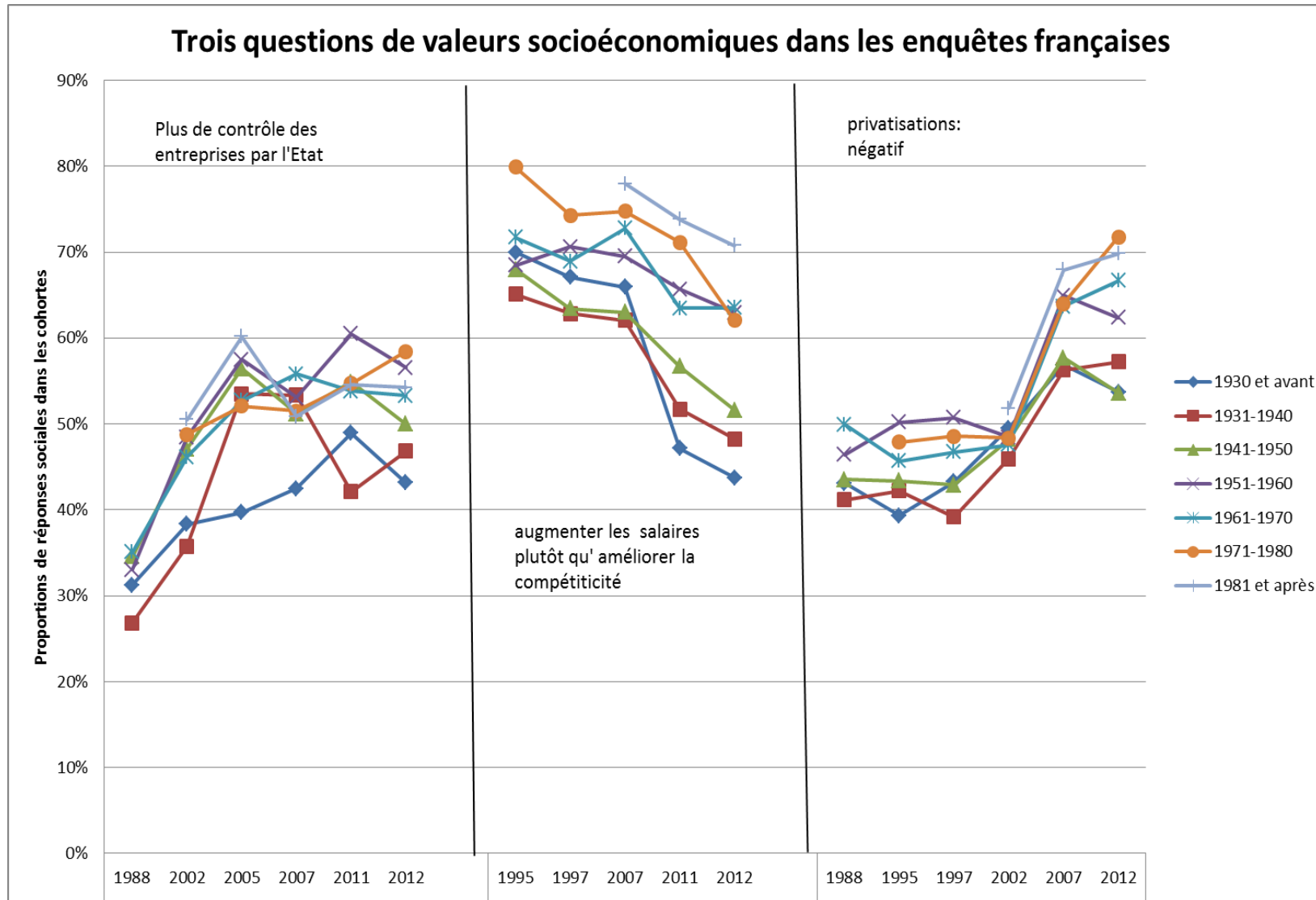
Les systèmes de valeurs

- **Points de départ :**
 - Le déclin / dépassement des valeurs socioéconomiques ?
 - Du matérialisme au postmatérialisme ?
- **Quels effets de la conjugaison des temps? Période, cycles de vie et cohortes**
 - Vers une droitisation des valeurs et un agenda conservateur?
 - Le poids supposé des seniors
 - Le modèle thermostatique

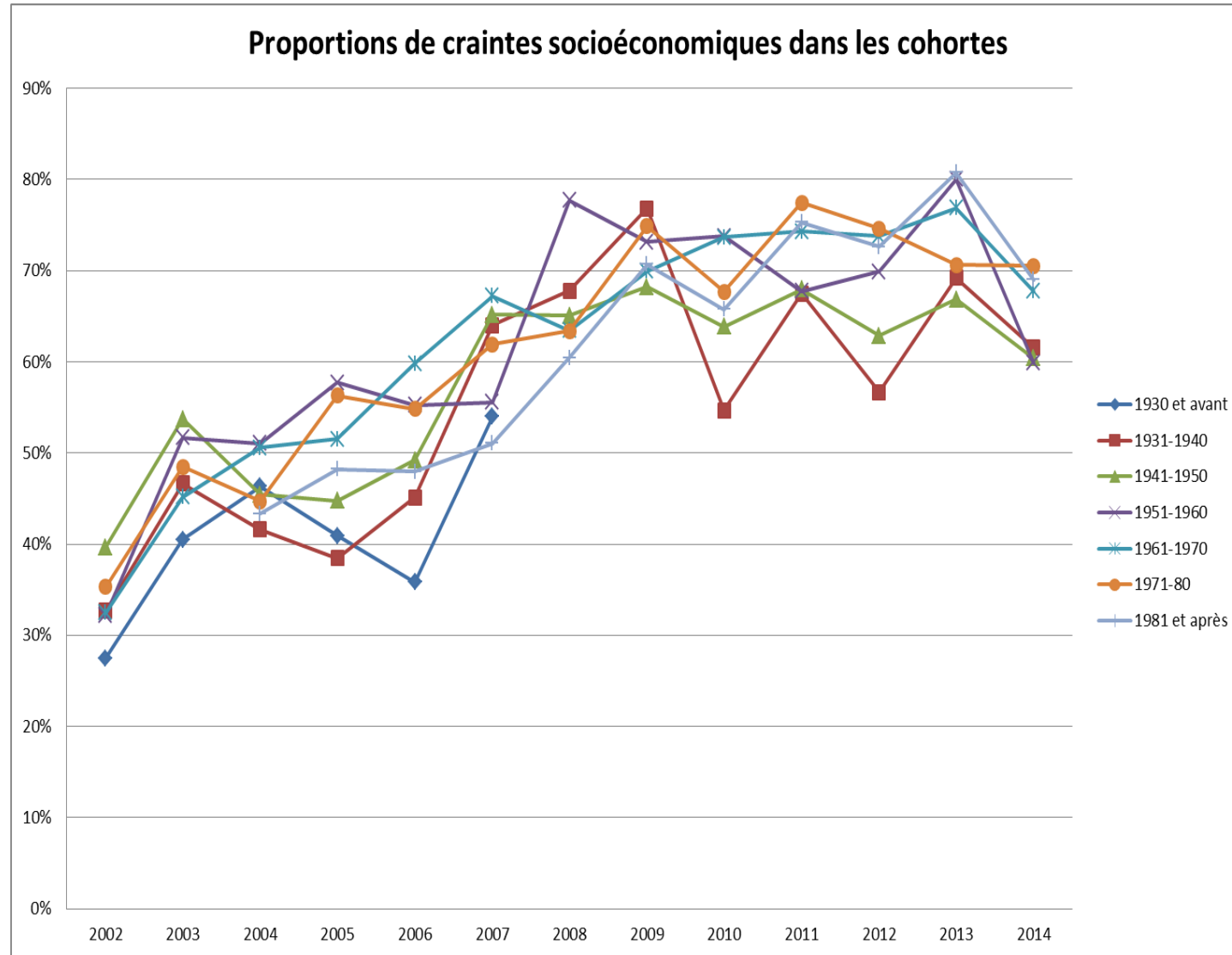
Les valeurs culturelles



Les valeurs socioéconomiques



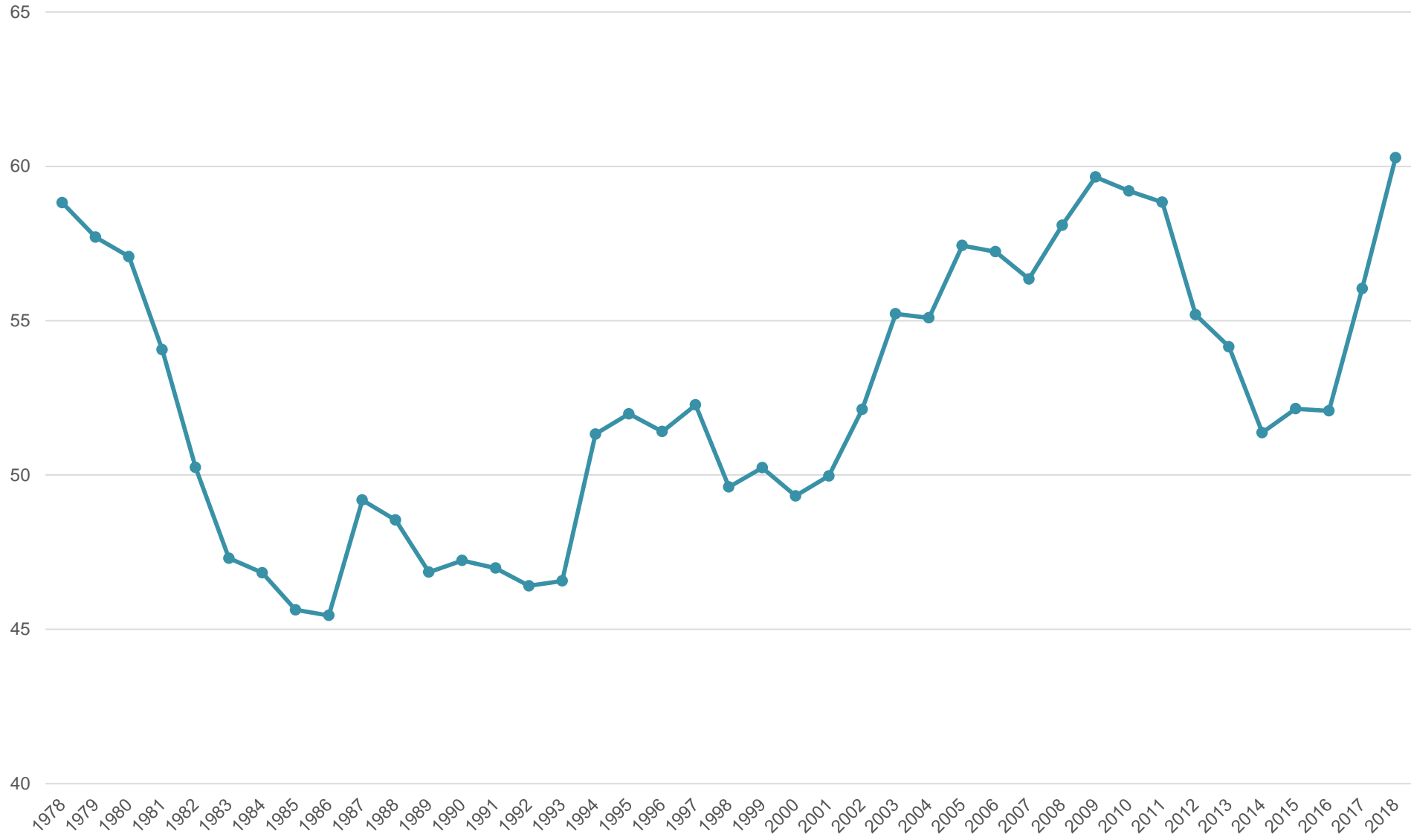
Réfutation d'Inglehart



Les systèmes de valeurs

- **L'importance des effets période**
 - Le thermostat et les crises
- **La résistance des valeurs socioéconomiques : logiques de polarisation et centralité**
 - Un hiatus entre la politique économique et les électeurs
 - Les ouvriers d'hier et d'aujourd'hui
- **Cohortes et valeurs culturelles : deux mécanismes de baisse du conservatisme**
 - Au-delà de la diversité et de l'éducation
 - La diffusion également aux plus âgés

Mood social (1978-2018)



En conclusion

- Le renouvellement générationnel transforme profondément la politique
 - La fin de la politique verticale (et des cohortes qui l'incarnaient)
 - La parenthèse mobilisée des baby-boomers
- Les post-baby-boomers:
 - L'empreinte de la longue crise et des transformations du champ politique
 - Une autre politique est-elle en germe?
 - Une citoyenneté distante ou « effervescente »?